



Rapport du premier trimestre

Exercice 2027

Pour les trois mois clos le 30 juin 2026

TABLE DES MATIÈRES

Survol	3	Résultats financiers des trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025	13
Principaux indicateurs de rendement	3	Rendement des secteurs d'activité	16
Faits saillants des résultats financiers et des activités	4	Situation de trésorerie et ressources en capital pour les trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025	24
Principales informations financières consolidées	7	États financiers consolidés intermédiaires non audités	28
Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS	8		

BASE D'ÉTABLISSEMENT ET INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent document, qui comprend le rapport financier trimestriel et le rapport de gestion trimestriel de Groupe Stingray Inc. (« Stingray » ou la « société »), doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et aux notes y afférentes pour les trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025 et aux plus récents états financiers consolidés audités de la société et au rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2026. Le présent rapport de gestion est basé sur les renseignements dont la société disposait au 7 août 2026. Il est possible d'obtenir d'autres renseignements au sujet de la société sur SEDAR, au www.sedar.com. Les auditeurs de la société n'ont pas procédé à l'examen du rapport financier intermédiaire pour les trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025.

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables. Cette information prospective comprend, sans toutefois s'y limiter, des énoncés concernant les attentes de la direction au sujet de la croissance, des résultats d'exploitation et de la performance futurs de la société, ainsi que de ses perspectives d'affaires. Cette information prospective porte, entre autres, sur nos objectifs et sur les stratégies mises en œuvre pour les atteindre ainsi que sur nos opinions, nos projets, nos attentes, nos prévisions, nos estimations et nos intentions, et elle peut comprendre d'autres énoncés de nature prévisionnelle, ou qui dépendent d'événements ou de conditions à venir ou s'y rapportant. On reconnaît les énoncés contenant de l'information prospective à l'emploi de mots et d'expressions comme « pouvoir », « s'attendre à », « prévoir », « supposer », « avoir l'intention de », « planifier », « croire », « estimer », « indications », « continuer », entre autres, ainsi qu'à l'utilisation du futur et du conditionnel, bien que ce ne soit pas tous les énoncés prospectifs qui contiennent ce genre de formulations. De plus, les énoncés faisant référence à des attentes, à des prévisions ou à d'autres interprétations d'événements ou de circonstances à venir contiennent de l'information prospective. Les énoncés qui contiennent de l'information prospective ne sont pas des déclarations factuelles, mais reflètent plutôt les attentes, les estimations et les projections de la direction concernant des événements futurs.

Bien que la direction soit d'avis que les énoncés prospectifs reflètent des attentes raisonnables, ils reposent sur ses opinions, ses hypothèses et ses estimations à la date de leur formulation et sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient donner lieu à des événements ou à des résultats réels sensiblement différents de ceux qui y sont exprimés. Ces facteurs comprennent, entre autres, les risques présentés dans la notice annuelle pour l'exercice clos le 31 mars 2026, disponible sur SEDAR.

De plus, si l'une ou l'autre des hypothèses ou des estimations de la direction devait se révéler inexacte, les résultats et les événements réels pourraient probablement différer, voire sensiblement, de ceux exprimés de façon explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion. Ces hypothèses comprennent, entre autres, celles qui suivent : notre capacité à générer des produits suffisants tout en contrôlant nos coûts et nos dépenses; notre capacité à gérer efficacement notre croissance; l'absence de changements défavorables importants dans notre secteur d'activité ou dans l'économie mondiale; les tendances dans notre secteur d'activité et sur nos marchés; l'absence de changements à la législation, aux politiques administratives ou aux exigences réglementaires applicables à nos activités, y compris en ce qui concerne nos licences du CRTC; de légères modifications apportées au service de programmation sonore payant offert par les fournisseurs de télévision payante à la lumière des décisions d'orientation récentes du CRTC; notre capacité à gérer les risques de l'expansion internationale; notre capacité à entretenir de bonnes relations d'affaires avec nos clients, nos mandataires et nos partenaires; notre capacité à élargir notre infrastructure de vente et de distribution et nos réseaux de commercialisation; notre capacité à concevoir des produits et des technologies en phase avec l'évolution continue de la technologie et des normes industrielles, des produits de la concurrence et des préférences et exigences des clients; notre capacité à protéger notre technologie et nos droits de propriété intellectuelle; notre capacité à gérer et à intégrer les acquisitions; notre capacité à retenir les employés clés; et notre capacité à obtenir du financement suffisant, par emprunt ou par capitaux propres, pour soutenir la croissance de nos activités. Les acquéreurs éventuels sont donc priés de ne pas s'en remettre sans réserve à ces énoncés. Cette mise en garde vise toute l'information prospective figurant dans le présent rapport de gestion. Les énoncés en question sont formulés uniquement en date du présent rapport de gestion. La société décline expressément toute obligation de mettre à jour ou de modifier ces énoncés prospectifs, ou les facteurs ou les hypothèses qui les sous-tendent, que ce soit pour tenir compte de faits nouveaux ou d'événements ultérieurs ou pour quelque autre raison, à moins que la loi ne l'y oblige.

SURVOL

Le Groupe Stingray Inc. (TSX : RAY), la plus importante société de diffusion numérique sur plateformes connectées au monde, offre un contenu audio et vidéo de qualité inégalée aux consommateurs du monde entier. Pionnier de la diffusion et de la distribution multiplateformes, Stingray propose un vaste portefeuille de contenu numérique qui comprend des milliers de stations audio en direct et de radio, des chaînes télévisées consacrées à la musique, aux concerts et aux documentaires musicaux, des produits de karaoké, ainsi que des chaînes d'ambiance et de bien-être. Ses services sont accessibles sur les téléviseurs connectés, les enceintes intelligentes, les appareils mobiles, les voitures connectées ainsi que dans les commerces de détail. Atteignant des centaines de millions de consommateurs chaque mois, les produits de Stingray offrent une portée publicitaire exceptionnelle, qui permet aux marques de s'adresser à un public engagé aux quatre coins du monde. Propriétaire de plusieurs marques de renommée mondiale, dont TuneIn, Singing Machine, Stingray Karaoke et Qello Concerts, Stingray doit son succès à son équipe internationale composée de plus de 1 000 employés. Pour en savoir davantage, visitez le www.stingray.com.

PRINCIPAUX INDICATEURS DE RENDEMENT

Trimestre clos le 30 juin 2026 (le « premier trimestre de 2027 » ou « T1 2027 »)

158,0 M\$ ▲ 65,2 % par rapport au T1 2026 Produits	6,6 M\$ ▼ 60,7 % par rapport au T1 2026 Bénéfice net ou 0,10 \$ par action après dilution	4,8 M\$ ▼ 74,7 % par rapport au T1 2026 Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ou 0,07 \$ par action après dilution ¹⁾
50,3 M\$ ▲ 49,3 % par rapport au T1 2026 BAIIA ajusté ¹⁾	27,9 M\$ ▲ 31,1 % par rapport au T1 2026 Bénéfice net ajusté ¹⁾ ou 0,40 \$ par action après dilution ¹⁾	32,5 M\$ ▲ 72,8 % par rapport au T1 2026 Flux de trésorerie disponibles ajustés ¹⁾ ou 0,47 \$ par action après dilution ¹⁾

Notes :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 8 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 11 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

FAITS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS ET DES ACTIVITÉS

Faits saillants du premier trimestre clos le 30 juin 2026

Comparaison avec le trimestre clos le 30 juin 2025 (le « premier trimestre de 2026 » ou « T1 2026 ») :

- Les produits ont augmenté de 65,2 % pour atteindre 158,0 millions de dollars, comparativement à 95,6 millions de dollars.
- Le BAIIA ajusté¹⁾ a augmenté de 49,3 % pour s'établir à 50,3 millions de dollars, comparativement à 33,7 millions de dollars. Le BAIIA ajusté¹⁾ par secteur s'est chiffré à 42,9 millions de dollars ou 34,1 % des produits pour le secteur Diffusion et musique pour entreprises, à 9,4 millions de dollars ou 29,3 % des produits pour le secteur Radio et à (2,0) millions de dollars pour le secteur Siège social.
- Le bénéfice net a totalisé 6,6 millions de dollars (0,10 \$ par action après dilution), par rapport à 16,8 millions de dollars (0,24 \$ par action après dilution).
- Le bénéfice net ajusté¹⁾ s'est accru de 31,1 % pour atteindre 27,9 millions de dollars (0,40 \$ par action après dilution), contre 21,3 millions de dollars (0,31 \$ par action après dilution).
- Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se sont établis à 4,8 millions de dollars (0,07 \$ par action après dilution), comparativement à 19,0 millions de dollars (0,28 \$ par action après dilution).
- Les flux de trésorerie disponibles ajustés¹⁾ se sont chiffrés à 32,5 millions de dollars (0,47 \$ par action après dilution), comparativement à 18,8 millions de dollars (0,27 \$ par action après dilution).
- Le ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma¹⁾ s'est établi à 2,53 fois, par rapport à 2,24 fois.
- 1 116 854 actions ont été rachetées et annulées pour un total de 17,1 millions de dollars.

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 8 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 11 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

Autres faits saillants des activités pour le premier trimestre et événements postérieurs à la clôture

- Le 7 août 2026, la société a déclaré un dividende de 0,085 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable et par action à droit de vote multiple. Ce dividende sera payable le 14 septembre 2026 ou vers cette date aux actionnaires inscrits le 31 août 2026.
- Le 29 juillet 2026, la société a annoncé le lancement de la chaîne Just For Laughs Stand-up sur la plateforme Samsung TV Plus en Australie et en Nouvelle-Zélande.
- Le 27 juillet 2026, la société a annoncé que Stingray Radio avait conclu l'acquisition de la station CHUP-FM (C97.7) à Calgary auprès de Rwlco Radio Ltd. Initialement annoncée en novembre 2025, l'acquisition a reçu l'approbation du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) en juin 2026.
- Le 15 juillet 2026, la société s'est associée à Telly pour intégrer les applications de karaoké et de musique de Stingray sur le tout premier téléviseur intelligent 4K à double écran de 55 pouces de l'industrie. Avec le lancement de Stingray Karaoke et Stingray Streams sur Telly aux États-Unis, les utilisateurs profitent de moyens inédits pour faire du plus grand écran de la maison un véritable centre de divertissement interactif.
- Le 15 juillet 2026, la société a annoncé que TuneIn sera intégré à l'espace d'applications audio de Bragi. Ce nouveau partenariat permet à TuneIn d'étendre sa portée au sein de l'écosystème de Bragi, qui compte déjà plus de 20 millions d'écouteurs intelligents. Les auditeurs bénéficieront ainsi d'un accès plus intelligent et intuitif à la radio en direct, aux sports, aux actualités, à la musique et aux balados.
- Le 25 juin 2026, la société a annoncé le lancement d'une nouvelle chaîne musicale éphémère dédiée au sport le plus populaire de la planète. Stingray Soccer Anthems est la destination par excellence pour retrouver les chants de stade emblématiques, les succès mondiaux et les hymnes de supporters qui définissent l'esprit du jeu. La chaîne sera diffusée du 1^{er} juin au 31 juillet 2026, avec des dates de lancement qui varieront selon les plateformes.
- Le 23 juin 2026, la société a annoncé le renouvellement pour cinq ans de son contrat avec la Banque Nationale du Canada. S'étendant jusqu'en 2031, ce partenariat élargi garantit que Stingray Affaires continuera de fournir ses solutions de premier plan en matière de musique d'ambiance, tout en innovant en prenant en charge les activités d'affichage numérique en succursale de la banque. En vertu de cette entente, Stingray Affaires devient le partenaire officiel de la Banque Nationale en matière d'affichage numérique. L'entreprise prendra en charge l'approvisionnement, l'installation et l'entretien des équipements dans toutes les succursales canadiennes, ainsi que dans les établissements Natbank en Floride.
- Le 22 juin 2026, la société a annoncé que sa division commerciale, Stingray Affaires, s'est associée à BMO pour déployer une série d'activations physiques et numériques d'envergure en marge du grand tournoi mondial de soccer. Du 11 juin au 19 juillet 2026, cette campagne transforme des lieux emblématiques de Toronto et de Vancouver en espaces de célébration interactifs, conçus spécialement pour les partisans.
- Le 11 juin 2026, la société a annoncé le lancement d'une gamme complète de chaînes FAST sur Vesta Stream, une plateforme de diffusion en continu OTT de premier plan qui propose une bibliothèque de contenus premium issus de grands studios. Ce partenariat permet de diffuser la sélection de chaînes audio et vidéo de Stingray sur Vesta Stream aux États-Unis et au Canada.
- Le 2 juin 2026, la société a annoncé qu'elle a obtenu une dispense lui permettant de traiter les actions à droit de vote subalterne et les actions à droit de vote subalterne variable de Stingray comme une catégorie unique à certaines fins, notamment en ce qui concerne les exigences applicables aux offres publiques d'achat et à la déclaration selon le système d'alerte aux termes de la législation canadienne en valeurs mobilières. Stingray a demandé cette dispense, dont la prise d'effet est immédiate, afin de faciliter les investissements dans ses actions à droit de vote subalterne variable effectués par des non-Canadiens.
- Le 2 juin 2026, la société a annoncé le lancement de sa toute nouvelle chaîne, Stingray Hooked, maintenant disponible pour les téléspectateurs aux États-Unis sur The Roku Channel. Cette nouveauté marque la toute première diffusion de cette chaîne très attendue.

- Le 7 mai 2026, la société a annoncé le lancement de la chaîne 20/20 True Crime d'ABC News sur TuneIn. Cette nouvelle destination regroupe en un seul lieu des balados primés, des reportages d'enquête et des dossiers de l'emblématique magazine d'information 20/20.
- Le 29 avril 2026, la société a annoncé le lancement mondial de Just For Laughs Radio sur TuneIn, une nouvelle chaîne audio exclusivement en anglais créée en partenariat avec Just For Laughs, le leader international de la comédie. Cette chaîne propose un flux continu de sketches et de monologues d'humour pour rendre le quotidien plus amusant.
- Le 8 avril 2026, la société a annoncé un partenariat novateur avec Anuvu, un fournisseur mondial de solutions de connectivité et de divertissement pour les marchés de la mobilité. Dans le cadre de cet accord, Anuvu devient le partenaire de distribution officiel du contenu audio et vidéo de Stingray auprès des passagers de croisières du monde entier. Cette initiative marque l'un des premiers déploiements à grande échelle de streaming entièrement sous licence dans le secteur des croisières.
- Le 2 avril 2026, la société a annoncé un partenariat avec OrkaTV, la nouvelle plateforme de streaming gratuite qui propose une télévision en direct et à la demande de qualité au public américain. Cet accord permet à OrkaTV d'élargir son offre en y intégrant cinq chaînes vidéo et douze chaînes audio de Stingray, répondant ainsi à un large éventail de goûts et de préférences.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	3 mois					
	30 juin 2026		30 juin 2025		31 mars 2026	
	T1 2027		T1 2026		T4 2026	
	Montants (en dollars)	Pourcentage des produits	Montants (en dollars)	Pourcentage des produits	Montants (en dollars)	Pourcentage des produits
Produits	158 022	100,0 %	95 637	100,0 %	124 024	100,0 %
Charges d'exploitation	111 406	70,6 %	65 843	68,8 %	89 931	70,0 %
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations	15 680	9,9 %	7 522	7,9 %	15 723	12,7 %
Charges financières (produits financiers), montant net ¹⁾	11 728	7,4 %	(2 754)	(2,9) %	10 617	8,6 %
Variation de la juste valeur des placements	(8)	– %	37	– %	(12)	– %
Dépréciation du goodwill et des licences de diffusion	–	– %	–	– %	64 696	52,1 %
Quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées	(155)	(0,1) %	300	0,5 %	195	0,2 %
Perte (profit) sur disposition	(8)	– %	499	0,5 %	453	0,4 %
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	11 567	7,3 %	1 515	1,7 %	17 281	13,9 %
Bénéfice (perte) avant impôts	7 812	4,9 %	22 675	23,7 %	(71 860)	(57,9) %
Impôts	1 222	0,7 %	5 892	6,2 %	(7 236)	(5,8) %
Bénéfice net (perte nette)	6 590	4,2 %	16 783	17,5 %	(64 624)	(52,1) %
BAILA ajusté²⁾	50 252	31,8 %	33 656	35,2 %	42 491	34,3 %
Bénéfice net ajusté²⁾	27 947	17,7 %	21 311	22,3 %	20 811	16,8 %
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	4 801	3,0 %	18 987	19,9 %	35 225	28,4 %
Flux de trésorerie disponibles ajustés²⁾	32 479	20,6 %	18 797	19,7 %	20 086	16,2 %
Dette nette²⁾	547 587	–	325 921	–	503 359	–
Ratio dette nette/BAILA ajusté pro forma²⁾	2,53x	–	2,24x	–	2,38x	–
Bénéfice net par action – de base	0,10	–	0,25	–	(0,95)	–
Bénéfice net par action – dilué	0,10	–	0,24	–	(0,95)	–
Bénéfice net ajusté par action de base ²⁾	0,41	–	0,31	–	0,31	–
Bénéfice net ajusté par action après dilution ²⁾	0,40	–	0,31	–	0,31	–
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation par action – de base et dilué ²⁾	0,07	–	0,28	–	0,52	–
Flux de trésorerie disponibles ajustés par action – de base ²⁾	0,48	–	0,28	–	0,30	–
Flux de trésorerie disponibles ajustés par action – dilué ²⁾	0,47	–	0,27	–	0,30	–
Produits par secteur						
Diffusion et musique pour entreprises	126 014	79,7 %	61 420	64,2 %	94 966	76,6 %
Radio	32 008	20,3 %	34 217	35,8 %	29 058	23,4 %
Produits	158 022	100,0 %	95 637	100,0 %	124 024	100,0 %
Produits par région						
Canada	48 693	30,8 %	49 535	51,8 %	44 221	35,7 %
États-Unis	98 416	62,3 %	35 153	36,8 %	68 673	55,3 %
Autres pays	10 913	6,9 %	10 949	11,4 %	11 130	9,0 %
Produits	158 022	100,0 %	95 637	100,0 %	124 024	100,0 %

Notes :

- 1) Les intérêts payés ont été de 7,8 millions de dollars au T1 2027 (5,0 millions de dollars au T1 2026 et 8,5 millions de dollars au T4 2026).
- 2) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 8 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 11 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

La société utilise des mesures et des ratios non conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs des mesures supplémentaires pour évaluer et mesurer sa performance et sa situation financière d'une période à l'autre. La société estime qu'il s'agit de mesures supplémentaires importantes qui éliminent les éléments ayant moins d'incidence sur la performance de ses activités principales et pouvant potentiellement fausser l'analyse des tendances de sa performance et de sa situation financière. Elle utilise également des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des performances financières d'une période à l'autre, pour préparer les budgets et les prévisions annuels et pour déterminer les composantes de la rémunération de la direction. La société estime que ces mesures financières non conformes aux IFRS s'ajoutent aux mesures financières préparées conformément aux IFRS pour permettre aux investisseurs d'évaluer les résultats de la société, sa performance sous-jacente et ses perspectives d'avenir d'une manière similaire à celle de la direction.

Les mesures financières non conformes aux IFRS présentées ci-après ne sont pas des mesures du bénéfice ni des flux de trésorerie reconnues par les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et elles n'ont pas de définition normalisée aux termes des IFRS. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Les investisseurs sont priés de noter que les mesures financières non conformes aux IFRS ne doivent pas être interprétées comme des substituts du bénéfice net établi selon les IFRS en tant qu'indicateurs de notre rendement, ni des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation en tant que mesures de la trésorerie ou des flux de trésorerie.

BAlIA ajusté

La société estime que le BAlIA ajusté fournit aux investisseurs des informations utiles, car il s'agit d'une mesure courante dans le secteur et qu'il s'agit également d'une mesure clé de la performance financière de la société, sans la variation causée par les incidences des éléments détaillés ci-dessous, car il fournit une indication de la capacité de la société à saisir les occasions de croissance de manière rentable, à financer ses activités courantes et à servir sa dette à long terme. Il s'entend du bénéfice avant les charges financières nettes (les produits financiers nets), les impôts, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, la rémunération fondée sur des actions, la charge liée aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées, la variation de la juste valeur des placements, la dépréciation du goodwill, la quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées, la perte (le profit) sur la sortie d'un placement, les autres produits, de même que les coûts d'acquisition, les frais juridiques, les charges de restructuration et les autres charges. La société estime que le BAlIA ajusté est une mesure importante pour l'analyse de sa rentabilité, abstraction faite des décisions relatives au financement, des éléments hors trésorerie et des stratégies fiscales. La société présente également cette mesure non conforme aux IFRS puisqu'elle est d'avis que celle-ci est couramment utilisée par les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées en tant que mesure de la performance financière.

Marge du BAlIA ajusté

La marge du BAlIA ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qu'utilise la direction pour analyser la rentabilité de la société et faciliter la comparaison entre les périodes. Elle correspond au BAlIA ajusté d'une période donnée, divisé par les produits de cette période. La société estime que la marge du BAlIA ajusté est une mesure importante pour l'analyse de sa rentabilité, abstraction faite des décisions relatives au financement, des éléments hors trésorerie et des stratégies fiscales. La société présente également ce ratio non conforme aux IFRS puisqu'elle est d'avis que celui-ci est couramment utilisé par les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées en tant que mesure de la performance financière.

Flux de trésorerie disponibles ajustés

Les flux de trésorerie disponibles ajustés sont une mesure non conforme aux IFRS qu'utilise la direction pour évaluer la trésorerie générée compte tenu des dépenses d'investissement et des sorties de trésorerie qui soutiennent les activités de la société. Il s'agit d'une mesure utile qui démontre la trésorerie disponible pour procéder à des acquisitions d'entreprises, verser des dividendes et réduire la dette. En outre, la direction y a recours pour indiquer la solidité financière et la liquidité de la société. Elle s'entend du montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, diminué des dépenses d'investissement, des intérêts payés, du remboursement d'obligations locatives, de la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés à l'exploitation ainsi que des pertes ou profits non réalisés sur change, abstraction faite des coûts d'acquisition, des frais juridiques et des charges de restructuration et autres charges. Voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure financière conforme aux IFRS la plus facilement comparable.

Flux de trésorerie disponibles ajustés par action

Les flux de trésorerie disponibles ajustés par action s'entendent des flux de trésorerie disponibles ajustés d'une période donnée, divisés par le nombre moyen pondéré d'actions de base ou après dilution. La direction a recours à cette mesure parce qu'elle constitue un indicateur de la solidité financière et de la liquidité par action de la société et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes de présentation de l'information financière.

Bénéfice net ajusté

Le bénéfice net ajusté est une mesure non conforme aux IFRS utilisée par la direction comme autre mesure de la rentabilité de la société, puisqu'il fournit des indicateurs de la performance utiles. La société estime que le bénéfice net ajusté est utile aux investisseurs, car il permet de repérer les tendances sous-jacentes des activités de la société qui pourraient autrement être masquées par certaines radiations, charges, produits ou recouvrements qui peuvent varier d'une période à l'autre. La société estime que le bénéfice net ajusté est une mesure importante, car elle montre des résultats stables, ce qui permet aux utilisateurs des états financiers de mieux évaluer la trajectoire de rentabilité de l'entreprise. Il est obtenu en retranchant du bénéfice net les profits ou pertes non réalisés sur les instruments financiers dérivés, l'amortissement des immobilisations incorporelles, les profits ou pertes liés à la variation de la juste valeur des placements, la rémunération fondée sur des actions, les charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et les unités d'actions différées, la dépréciation du goodwill, la quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées, la perte (le profit) sur disposition, les autres produits et les coûts d'acquisition, les frais juridiques, les charges de restructuration et autres charges, et l'incidence fiscale de ces ajustements. Voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure financière conforme aux IFRS la plus facilement comparable.

Bénéfice net ajusté par action

Le bénéfice net ajusté est un ratio non conforme aux IFRS utilisé par la direction pour évaluer la performance financière par action et pour faciliter la comparaison entre les périodes. Le bénéfice net ajusté par action s'entend du bénéfice net ajusté d'une période donnée, divisé par le nombre moyen pondéré d'actions de base ou après dilution.

BAIIA ajusté DDM

Le BAIIA ajusté des douze derniers mois (DDM) est une mesure non conforme aux IFRS qui représente le BAIIA ajusté d'un trimestre donné, additionné du BAIIA ajusté des trois trimestres précédant immédiatement ce trimestre de référence. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté DDM est une mesure utile de la performance financière de la société pour les douze derniers mois.

BAIIA ajusté pro forma

Le BAIIA ajusté pro forma est une mesure non conforme aux IFRS qui correspond au BAIIA ajusté DDM, compte tenu du BAIIA ajusté des acquisitions réalisées pour les mois précédant ces acquisitions, du montant estimé des synergies sur le plan des produits et des économies de coûts découlant de ces acquisitions. De plus, le BAIIA ajusté pro forma tient compte de l'incidence sur douze mois de ces importantes mesures de réduction des coûts, des mesures de restructuration ainsi que des nouvelles embauches dans l'équipe des ventes des divisions dont la croissance est la plus rapide. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté pro forma offre aux investisseurs un indicateur financier utile pour l'appréciation et l'évaluation de la performance financière de la société entre les périodes, en tenant compte de l'incidence des acquisitions et des initiatives de réduction de coûts, en presumant que celles-ci sont survenues à l'ouverture de l'exercice, de même que de l'incidence de certains événements autrement non récurrents. La société présente également cette mesure non conforme aux IFRS puisqu'elle est d'avis que celle-ci est couramment utilisée par les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées en tant que mesure de la performance financière.

Les ajustements pour arriver au BAIIA ajusté pro forma sont basés sur des estimations et des hypothèses faites par la direction qui sont intrinsèquement incertaines, bien qu'elle les considère comme raisonnables, et soumises à des incertitudes et à des éventualités commerciales, économiques et concurrentielles importantes, qui sont toutes difficiles à prévoir et dont beaucoup sont indépendantes de notre volonté. Le BAIIA ajusté des acquisitions pour les mois précédant ces acquisitions est basé sur les livres et les registres internes dont dispose la direction et a été déterminé conformément à la définition utilisée par la société. Les montants excluent certaines charges non récurrentes qui ont été ou seront engagées dans le cadre de ces acquisitions, y compris les honoraires nécessaires pour réaliser les acquisitions. Les mesures de réduction des coûts et de restructuration reposent sur certaines estimations et hypothèses et ne doivent pas être considérées comme une représentation par la société ou toute autre personne que la société atteindra ces résultats. Le BAIIA ajusté pro forma est présenté à titre d'information uniquement et ne prétend pas représenter les résultats de la société si les acquisitions avaient été effectuées par la société à l'ouverture de la période présentée. Cette mesure n'est pas non plus destinée à projeter les résultats pour toute date ou période future. Par conséquent, le lecteur doit faire preuve de prudence dans l'interprétation de cette mesure financière et ne doit pas s'y fier indûment.

Dettes nettes

La dette nette est une mesure non conforme aux IFRS qui correspond à la facilité de crédit, y compris sa partie courante, et à la dette subordonnée de la société, diminuées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de la société. La direction s'en sert pour surveiller le montant de la dette à une date donnée, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et en tant qu'indicateur de la situation financière globale de la société.

Ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma

Le ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond à la dette nette, divisée par le BAIIA ajusté pro forma. La société estime que le ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma est une mesure importante pour analyser sa capacité à rembourser sa dette sur une base annualisée, compte tenu du BAIIA ajusté annualisé, des synergies découlant des acquisitions et des mesures durables de réduction de coûts effectuées au cours des 12 derniers mois.

RAPPROCHEMENT DES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Le BAIIA ajusté, le BAIIA ajusté pro forma, le BAIIA ajusté DDM, la marge du BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, le bénéfice net ajusté par action, les flux de trésorerie disponibles ajustés, les flux de trésorerie disponibles ajustés par action, la dette nette et le ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma constituent des mesures non conformes aux IFRS.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement du bénéfice net avec le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, le BAIIA ajusté DDM et le BAIIA ajusté pro forma :

	3 mois		
	30 juin 2026	30 juin 2025	31 mars 2026
(en milliers de dollars canadiens)	T1 2027	T1 2026	T4 2026
Bénéfice net	6 590	16 783	(64 624)
Dépréciation du goodwill et des licences de diffusion	–	–	64 696
Charges financières (produits financiers), montant net	11 728	(2 754)	10 617
Variation de la juste valeur des placements	(8)	37	(12)
Impôts	1 222	5 892	(7 236)
Amortissement et radiation d'immobilisations corporelles	1 773	1 816	2 238
Amortissement d'actifs au titre de droits d'utilisation	1 361	1 148	1 332
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 546	4 558	12 153
Rémunération fondée sur des actions	289	(270)	134
Charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées	3 347	4 132	5 264
Quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées	(155)	300	195
Perte (profit) sur disposition	(8)	499	453
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	11 567	1 515	17 281
BAIIA ajusté	50 252	33 656	42 491
Marge du BAIIA ajusté	31,8 %	35,2 %	30,8 %
Bénéfice net	6 590	16 783	(64 624)
<i>Ajustements :</i>			
Dépréciation du goodwill et des licences de diffusion	–	–	64 696
Perte non réalisée (profit non réalisé) sur les instruments dérivés	1 383	(4 535)	329
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 546	4 558	12 153
Variation de la juste valeur des placements	(8)	37	(12)
Rémunération fondée sur des actions	289	(270)	134
Charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées	3 347	4 132	5 264
Quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées	(155)	300	195
Perte (profit) sur disposition	(8)	499	453
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	11 567	1 515	17 281
Charge d'impôt liée aux ajustements détaillés ci-dessus	(7 604)	(1 708)	(15 058)
Bénéfice net ajusté	27 947	21 311	20 811
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	69 056	68 758	68 048
Bénéfice net ajusté par action après dilution	0,40	0,31	0,31

(en milliers de dollars canadiens)	30 juin 2026	30 juin 2025	31 mars 2026
BALIA ajusté DDM	176 782	144 785	160 186
Initiatives de réduction des coûts durables	889	773	940
Synergies de coûts découlant de l'acquisition de Tuneln	7 957	–	9 813
BALIA ajusté pour les mois précédant les acquisitions d'entreprises qui n'a pas été déjà pris en compte dans les résultats	30 811	–	40 613
BALIA ajusté pro forma	216 439	145 558	211 552

Le tableau suivant présente le rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avec les flux de trésorerie disponibles ajustés :

	3 mois		
(en milliers de dollars canadiens)	30 juin 2026 T1 2027	30 juin 2025 T1 2026	31 mars 2026 T4 2026
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	4 801	18 987	35 225
<i>Ajouter/déduire :</i>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 519)	(2 153)	(1 939)
Acquisition d'immobilisations incorporelles autres que les immobilisations incorporelles développées en interne	(390)	(336)	(472)
Entrées d'immobilisations incorporelles développées en interne	(3 017)	(1 394)	(2 941)
Intérêts payés	(7 813)	(4 955)	(8 490)
Remboursement d'obligations locatives	(1 242)	(867)	(1 181)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés à l'exploitation	28 304	9 755	(17 880)
Perte non réalisée (profit non réalisé) sur change	1 788	(1 755)	483
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	11 567	1 515	17 281
Flux de trésorerie disponibles ajustés	32 479	18 797	20 086

Le tableau suivant présente le calcul de la dette nette et du ratio dette nette/BALIA ajusté pro forma :

(en milliers de dollars canadiens)	30 juin 2026	30 juin 2025	31 mars 2026
Facilité de crédit	569 475	337 416	524 106
Dette subordonnée	–	–	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(21 888)	(11 495)	(20 047)
Dette nette	547 587	325 921	503 359
Ratio dette nette/BALIA ajusté pro forma	2,53	2,24	2,38

RÉSULTATS FINANCIERS DES TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN 2026 ET 2025

PERFORMANCE CONSOLIDÉE

Produits

Les produits se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	3 mois		
	T1 2027	T1 2026	Variation (en %)
Produits par région			
Canada	48 693	49 535	(1,7)
États-Unis	98 416	35 153	180,0
Autres pays	10 913	10 949	(0,3)
Produits	158 022	95 637	65,2

Échelle mondiale

Les produits du premier trimestre de 2027 ont augmenté de 62,4 millions de dollars, ou 65,2 %, pour se chiffrer à 158,0 millions de dollars, en comparaison de 95,6 millions de dollars pour le premier trimestre de 2026. L'augmentation s'explique surtout par la hausse des produits publicitaires attribuable à l'acquisition de TuneIn, ainsi que par la hausse des produits provenant des chaînes FAST.

Canada

Les produits générés au Canada ont diminué de 0,8 million de dollars, ou 1,7 %, pour s'établir à 48,7 millions de dollars au premier trimestre de 2027, contre 49,5 millions de dollars au premier trimestre de 2026. La diminution traduit surtout la baisse des produits provenant du secteur Radio.

États-Unis

Les produits générés aux États-Unis ont augmenté de 63,2 millions de dollars, ou 180,0 %, pour atteindre 98,4 millions de dollars au premier trimestre de 2027, comparativement à 35,2 millions de dollars au premier trimestre de 2026. La hausse provient en grande partie de l'augmentation des produits publicitaires du fait de l'acquisition de TuneIn, jumelée à l'augmentation des produits provenant des chaînes FAST et des ventes de matériel et de services d'installation liées à l'affichage numérique.

Autres pays

Les produits générés dans les autres pays se sont établis à 10,9 millions de dollars au premier trimestre de 2027, ce qui est stable. L'augmentation des produits provenant des chaînes FAST a été neutralisée en grande partie par le recul des produits provenant des abonnements.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation du premier trimestre de 2027 ont augmenté de 45,6 millions de dollars, ou 69,2 %, pour s'établir à 111,4 millions de dollars, contre 65,8 millions de dollars au premier trimestre de 2026. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse du coût des ventes et des charges variables du fait de l'acquisition de TuneIn. La hausse restante s'explique avant tout par l'augmentation du coût des ventes imputable à la croissance généralisée des produits dans le secteur Diffusion et musique pour entreprises.

BAIIA ajusté¹⁾

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 50,3 millions de dollars au premier trimestre de 2027, contre 33,7 millions de dollars au premier trimestre de 2026, soit une hausse de 16,6 millions de dollars, ou 49,3 %. La marge du BAIIA ajusté s'est établie à 31,8 %, contre 35,2 % au premier trimestre de 2026. La hausse du BAIIA ajusté s'explique en majeure partie par l'acquisition de TuneIn. Le recul de la marge du BAIIA ajusté est principalement attribuable à une baisse de la marge brute imputable aux acquisitions de TuneIn et de The Singing Machine, conjuguée à l'évolution de la répartition des produits.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations

Diffusion et musique pour entreprises

Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les radiations ont augmenté de 8,2 millions de dollars, ou 141,9 %, pour se chiffrer à 14,0 millions de dollars au premier trimestre de 2027, contre 5,8 millions de dollars au premier trimestre de 2026. Cette augmentation traduit d'abord et avant tout la hausse des immobilisations incorporelles devant être amorties dans la foulée de l'acquisition de TuneIn.

Radio

Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les radiations se sont établis à 1,7 million de dollars au premier trimestre de 2027, ce qui est relativement stable en regard de ceux de 1,8 million de dollars inscrits au premier trimestre de 2026.

Charges financières (produits financiers), montant net

Le montant net des charges financières a atteint 11,7 millions de dollars au premier trimestre de 2027, contre des produits financiers d'un montant net de 2,8 millions de dollars au premier trimestre de 2026. Cette variation s'explique en grande partie par une perte non réalisée sur la juste valeur des instruments financiers dérivés et par une perte de change pour le trimestre considéré, par rapport à des profits, dans les deux cas, pour l'exercice précédent. Elle est également attribuable à une hausse des charges d'intérêts et à une diminution de la juste valeur des contreparties conditionnelles pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens)	3 mois		
	T1 2027	T1 2026	Variation (en \$)
<u><i>Diffusion et musique pour entreprises</i></u>			
Coûts d'acquisition	9 427	311	9 116
Frais juridiques	643	69	574
Charges de restructuration et autres charges	1 039	337	702
<u><i>Radio</i></u>			
Charges de restructuration et autres charges	458	798	(340)
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	11 567	1 515	10 052

L'augmentation des coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges pour le premier trimestre de 2027 par rapport au premier trimestre de 2026 s'explique essentiellement par les coûts de transaction dans le secteur Diffusion et musique pour entreprises en lien avec l'acquisition de Tuneln.

Impôts

Une charge d'impôt de 1,2 million de dollars a été comptabilisée dans le résultat global au premier trimestre de 2027, en comparaison de 5,9 millions de dollars au premier trimestre de 2026. Le taux d'impôt effectif pour le premier trimestre de 2027 s'est établi à 15,7 %, en comparaison de 26,0 % pour le premier trimestre de 2026. Cette diminution du taux d'impôt effectif s'explique essentiellement par la variation des différences permanentes.

Bénéfice net et bénéfice net par action

Un bénéfice net de 6,6 millions de dollars (0,10 \$ par action après dilution) a été inscrit pour le premier trimestre de 2027, comparativement à 16,8 millions de dollars (0,24 \$ par action après dilution) pour le premier trimestre de 2026. La baisse s'explique en grande partie par l'augmentation des coûts d'acquisition, par l'amortissement accru des immobilisations incorporelles et par une perte non réalisée sur la juste valeur des instruments financiers dérivés, alors qu'un profit avait été enregistré pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des résultats d'exploitation.

Bénéfice net ajusté¹⁾ et bénéfice net ajusté par action¹⁾

Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 27,9 millions de dollars (0,40 \$ par action après dilution) au premier trimestre de 2027, comparativement à 21,3 millions de dollars (0,31 \$ par action après dilution) au premier trimestre de 2026. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation des résultats d'exploitation, contrebalancée en partie par des variations défavorables du change et de la juste valeur des instruments financiers dérivés d'un exercice à l'autre, ainsi que par l'augmentation des charges d'intérêts.

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 8 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 11 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

RENDEMENT DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

DIFFUSION ET MUSIQUE POUR ENTREPRISES

(en milliers de dollars canadiens)	3 mois		
	T1 2027	T1 2026	Variation (en %)
Produits	126 014	61 420	105,2
Charges d'exploitation	83 874	37 461	123,9
<i>Ajustements :</i>			
Charges liées aux unités d'actions différées	(786)	(474)	65,8
BAIIA ajusté¹⁾	42 926	24 433	75,7
Marge du BAIIA ajusté¹⁾	34,1 %	39,8 %	(14,4)

Produits

Pour le premier trimestre de 2027, les produits du secteur Diffusion et musique pour entreprises ont augmenté de 64,6 millions de dollars, ou 105,2 %, pour s'établir à 126,0 millions de dollars, par rapport à 61,4 millions de dollars pour le premier trimestre de 2026. La hausse provient en grande partie de l'augmentation des produits publicitaires du fait de l'acquisition de TuneIn ainsi que de l'augmentation des produits provenant des chaînes FAST et des ventes de matériel et de services d'installation liées à l'affichage numérique.

BAIIA ajusté¹⁾

Au premier trimestre de 2027, le BAIIA ajusté du secteur Diffusion et musique pour entreprises a augmenté de 18,5 millions de dollars, ou 75,7 %, pour s'établir à 42,9 millions de dollars, comparativement à 24,4 millions de dollars au premier trimestre de 2026. L'augmentation s'explique en grande partie par l'acquisition de TuneIn.

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 8 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 11 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

RADIO

(en milliers de dollars canadiens)	3 mois		
	T1 2027	T1 2026	Variation (en %)
Produits	32 008	34 217	(6,5)
Charges d'exploitation	22 914	23 402	(2,1)
<i>Ajustements :</i>			
Charges liées aux unités d'actions différées	(290)	(224)	29,5
BAlIA ajusté¹⁾	9 384	11 039	(15,0)
Marge du BAlIA ajusté¹⁾	29,3 %	32,3 %	(9,1)

Produits

Les produits du secteur Radio proviennent de la vente de temps d'antenne publicitaire, soumis aux fluctuations saisonnières de l'industrie canadienne de la radio. Par conséquent, les résultats du troisième trimestre ont tendance à être les plus élevés.

Les produits du secteur Radio se sont établis à 32,0 millions de dollars au premier trimestre de 2027 contre 34,2 millions de dollars au premier trimestre de 2026, ce qui représente une baisse de 2,2 millions de dollars, ou 6,5 %. Cette diminution s'explique avant tout par le recul des ventes de temps d'antenne local et national, contré en partie par la croissance des ventes numériques.

BAlIA ajusté¹⁾

Au premier trimestre de 2027, le BAlIA ajusté du secteur Radio a diminué de 1,6 million de dollars, ou 15,0 %, pour s'établir à 9,4 millions de dollars, comparativement à 11,0 millions de dollars au premier trimestre de 2026. Cette diminution s'explique avant tout par le recul des produits ainsi que par l'incidence de la composition des ventes sur la marge brute.

SIÈGE SOCIAL

(en milliers de dollars canadiens)	3 mois		
	T1 2027	T1 2026	Variation (en %)
Charges d'exploitation	4 618	4 980	(7,3)
<i>Ajustements :</i>			
Rémunération fondée sur des actions	(289)	270	(207,0)
Charges liées aux unités d'actions différées	(2 271)	(3 434)	(33,9)
BAlIA ajusté¹⁾	(2 058)	(1 816)	13,3

BAlIA ajusté¹⁾

Le BAlIA ajusté du secteur Siège social reflète les charges d'exploitation du siège social, moins la rémunération fondée sur des actions et les charges liées aux unités d'actions différées. La diminution du BAlIA ajusté du secteur Siège social pour le premier trimestre de 2027 s'explique en grande partie par la hausse des honoraires comptables et fiscaux.

Note :

- Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 8 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 11 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

Résultats trimestriels

Les produits ont fluctué au cours des huit derniers trimestres, passant de 93,6 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2025 à 158,0 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2027. Ces fluctuations, qui découlent en grande partie de la nature cyclique des activités de la société, sont également tributaires de plusieurs autres facteurs. L'augmentation du troisième trimestre de 2025 s'explique surtout par le caractère saisonnier normal des activités et par la hausse des produits provenant des chaînes FAST. La diminution enregistrée au quatrième trimestre de 2025 est essentiellement attribuable au caractère saisonnier normal des activités. La légère diminution au premier trimestre de 2026 s'explique par la baisse des produits provenant des abonnements, contrebalancée en grande partie par la hausse des produits des chaînes FAST. L'augmentation enregistrée au deuxième trimestre de 2026 s'explique surtout par la hausse des ventes de matériel et de services d'installation liées à l'affichage numérique ainsi que par l'acquisition de The Singing Machine, l'augmentation des produits provenant des chaînes FAST et celle des produits publicitaires provenant des solutions médias pour commerces de détail. La hausse pour le troisième trimestre de 2026 provient en grande partie du caractère saisonnier normal des activités et de l'augmentation des produits publicitaires du fait de l'acquisition de Tuneln, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des ventes de matériel et de services d'installation liées à l'affichage numérique. L'augmentation pour le quatrième trimestre de 2026 s'explique surtout par la hausse des produits publicitaires et des produits provenant des abonnements attribuable à l'incidence de l'acquisition de Tuneln pour le trimestre complet, neutralisée en partie par la diminution des produits tirés des solutions médias pour commerces de détail, par le repli des produits du secteur Radio et par la diminution des ventes de matériel et de services d'installation liées à l'affichage numérique. L'augmentation enregistrée au premier trimestre de 2027 traduit en grande partie la hausse des produits provenant des chaînes FAST et des produits publicitaires liés à Tuneln, ainsi que la croissance dans le secteur Radio.

Le BAIIA ajusté¹⁾ a fluctué au cours des huit derniers trimestres, passant de 34,0 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2025 à 50,3 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2027. La hausse au troisième trimestre de 2025 et la baisse au quatrième trimestre de 2025 sont essentiellement attribuables au caractère saisonnier normal des activités. La diminution au premier trimestre de 2026 découle avant tout de la baisse de la marge brute du fait de la répartition des produits et des charges d'exploitation plus élevées en raison surtout de l'augmentation des salaires. L'augmentation du deuxième trimestre de 2026 est attribuable en majeure partie à la hausse des produits. La hausse enregistrée au troisième trimestre de 2026 s'explique surtout par le caractère saisonnier normal des activités et par l'acquisition de Tuneln. L'augmentation pour le quatrième trimestre de 2026 s'explique en grande partie par l'incidence pour le trimestre complet de l'acquisition de Tuneln. L'augmentation enregistrée pour le premier trimestre de 2027 traduit surtout la croissance des produits.

Le montant au titre du bénéfice net (de la perte nette) a fluctué au cours des huit derniers trimestres, passant d'un bénéfice net de 5,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2025 à un bénéfice net de 6,6 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2027. La hausse enregistrée au troisième trimestre de 2025 s'explique d'abord et avant tout par l'augmentation des résultats d'exploitation. La baisse du quatrième trimestre de 2025 est essentiellement attribuable au repli des produits du fait du caractère saisonnier normal des activités et à l'augmentation des charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées du fait d'une hausse du cours de l'action, facteurs contrebalancés en partie par une perte liée à la juste valeur des instruments financiers moins élevée et par la diminution de la charge d'impôt sur le résultat. Au premier trimestre de 2026, la hausse découle essentiellement d'un profit non réalisé sur la juste valeur des instruments financiers dérivés, d'un profit de change et de la diminution de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation de la charge d'impôt. La baisse du deuxième trimestre de 2026 découle essentiellement d'une perte non réalisée liée à la juste valeur des instruments dérivés et d'une perte de change, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des charges d'exploitation. La diminution enregistrée au troisième trimestre de 2026 s'explique avant tout par l'augmentation des charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées du fait d'une augmentation du cours de l'action et par la hausse des coûts d'acquisition et des frais juridiques, facteurs compensés en partie par un profit non réalisé sur la juste valeur des instruments financiers dérivés et par la hausse des résultats d'exploitation. La baisse enregistrée au quatrième trimestre de 2026 s'explique en grande partie par une charge de dépréciation du goodwill et des licences de diffusion de 64,7 millions de dollars du secteur Radio de même que par la hausse des coûts d'acquisition et de la charge d'amortissement découlant de l'acquisition de Tuneln, facteurs contrebalancés en partie par un recouvrement d'impôt. La hausse pour le premier trimestre de 2027 traduit essentiellement la non-récurrence de la charge de dépréciation du goodwill et des licences de diffusion enregistrée dans le secteur Radio au trimestre précédent.

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 8 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 11 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

Sommaire des résultats trimestriels consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	3 mois							
	30 juin 2026	31 mars 2026	31 déc. 2025	30 sept. 2025	30 juin 2025	31 mars 2025	31 déc. 2024	30 sept. 2024
	Exercice 2027	Exercice 2026	Exercice 2026	Exercice 2026	Exercice 2026	Exercice 2025	Exercice 2025	Exercice 2025
Produits par secteur								
Diffusion et musique pour entreprises								
Musique	126 014	94 966	88 117	80 856	61 420	64 585	72 218	60 895
Radio	32 008	29 058	36 726	32 406	34 217	31 423	36 010	32 690
Total des produits	158 022	124 024	124 843	113 262	95 637	96 008	108 228	93 585
Produits par région								
Canada	48 693	44 221	53 592	51 471	49 535	46 793	54 184	48 942
États-Unis	98 416	68 673	60 308	51 942	35 153	38 013	42 316	32 889
Autres pays	10 913	11 130	10 943	9 849	10 949	11 202	11 728	11 754
Total des produits	158 022	124 024	124 843	113 262	95 637	96 008	108 228	93 585
BAIIA ajusté¹⁾	50 252	42 491	44 519	39 520	33 656	35 027	42 108	33 994
BAIIA ajusté DDM¹⁾	176 782	160 186	152 721	150 311	144 785	142 199	136 595	133 135
Bénéfice net (perte nette)	6 590	(64 624)	7 494	11 772	16 783	7 655	15 677	5 813
Bénéfice net (perte nette) par action de base	0,10	(0,95)	0,11	0,17	0,25	0,11	0,23	0,08
Bénéfice net (perte nette) par action après dilution	0,10	(0,95)	0,11	0,17	0,24	0,11	0,23	0,08
Bénéfice net ajusté¹⁾	27 947	20 811	26 284	21 884	21 311	18 568	23 424	16 729
Bénéfice net ajusté par action de base ¹⁾	0,41	0,31	0,39	0,32	0,31	0,27	0,34	0,24
Bénéfice net ajusté par action après dilution ¹⁾	0,40	0,31	0,38	0,32	0,31	0,27	0,34	0,24
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	4 801	35 225	38 017	24 329	18 987	39 720	35 387	19 183
Flux de trésorerie disponibles ajustés¹⁾	32 479	20 086	34 796	28 396	18 797	18 411	28 636	21 103
Dividende trimestriel	0,085	0,085	0,085	0,085	0,075	0,075	0,075	0,075

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 8 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 11 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS

Le BAIIA ajusté, le BAIIA ajusté pro forma, le BAIIA ajusté DDM, la marge du BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, le bénéfice net ajusté par action, les flux de trésorerie disponibles ajustés, les flux de trésorerie disponibles ajustés par action, la dette nette et le ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma constituent des mesures non conformes aux IFRS que la société utilise pour évaluer sa performance opérationnelle. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 8. Les tableaux suivants présentent un rapprochement du bénéfice net (de la perte nette) avec le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, le BAIIA ajusté DDM et le BAIIA ajusté pro forma :

(en milliers de dollars canadiens)	3 mois							
	30 juin 2026	31 mars 2026	31 déc. 2025	30 sept. 2025	30 juin 2025	31 mars 2025	31 déc. 2024	30 sept. 2024
	Exercice 2027	Exercice 2026	Exercice 2026	Exercice 2026	Exercice 2026	Exercice 2025	Exercice 2025	Exercice 2025
Bénéfice net (perte nette)	6 590	(64 624)	7 494	11 772	16 783	7 655	15 677	5 813
Dépréciation du goodwill et des licences de diffusion	–	64 696	–	–	–	–	–	–
Charges financières (produits financiers), montant net	11 728	10 617	341	9 282	(2 754)	9 516	11 639	12 162
Variation de la juste valeur des placements	(8)	(12)	10	(15)	37	2	(43)	29
Impôts	1 222	(7 236)	3 876	3 906	5 892	977	4 025	2 457
Amortissement et radiation d'immobilisations corporelles	1 773	2 238	1 888	1 977	1 816	1 941	2 104	1 970
Amortissement d'actifs au titre de droits d'utilisation	1 361	1 332	1 153	1 091	1 148	1 020	850	1 137
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 546	12 153	4 806	4 207	4 558	5 115	5 098	4 199
Rémunération fondée sur des actions	289	134	195	177	(270)	111	62	106
Charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées	3 347	5 264	13 955	4 214	4 132	5 640	1 942	1 763
Quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées	(155)	195	189	73	300	(210)	(288)	1 827
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	11 567	17 281	9 372	2 832	1 515	4 129	1 042	2 531
Perte (profit) sur disposition	(8)	453	1 240	4	499	(845)	–	–
Autres produits	–	–	–	–	–	(24)	–	–
BAIIA ajusté	50 252	42 491	44 519	39 520	33 656	35 027	42 108	33 994
Marge du BAIIA ajusté	31,8 %	30,8 %	35,7 %	34,9 %	35,2 %	36,5 %	38,9 %	36,3 %
Bénéfice net (perte nette)	6 590	(64 624)	7 494	11 772	16 783	7 655	15 677	5 813
<i>Ajustements :</i>								
Dépréciation du goodwill et des licences de diffusion	–	64 696	–	–	–	–	–	–
Perte non réalisée (profit non réalisé) sur les instruments financiers dérivés	1 383	329	(3 028)	2 350	(4 535)	1 010	2 770	4 434
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 546	12 153	4 806	4 207	4 558	5 115	5 098	4 199
Variation de la juste valeur des placements	(8)	(12)	10	(15)	37	2	(43)	29
Rémunération fondée sur des actions	289	134	195	177	(270)	111	62	106
Charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées	3 347	5 264	13 955	4 214	4 132	5 640	1 942	1 763
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	11 567	17 281	9 372	2 832	1 515	4 129	1 042	2 531
Quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées	(155)	195	189	73	300	(210)	(288)	1 827
Perte (profit) sur disposition	(8)	453	1 240	4	499	(845)	–	–
Autres produits	–	–	–	–	–	(24)	–	–
Charge d'impôt liée aux ajustements détaillés ci-dessus	(7 604)	(15 058)	(7 949)	(3 730)	(1 708)	(4 015)	(2 836)	(3 973)
Bénéfice net ajusté	27 947	20 811	26 284	21 884	21 311	18 568	23 424	16 729
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	69 056	68 048	69 032	68 628	68 758	68 807	68 742	69 022
Bénéfice net ajusté par action après dilution	0,40	0,31	0,38	0,32	0,31	0,27	0,34	0,24

3 months

(in thousands of Canadian dollars)	June 30, 2026	March 31, 2026	Dec. 31, 2025	Sept. 30, 2025	June 30, 2025	March 31, 2025	Dec. 31, 2024	Sept. 30, 2024
	FY2027	FY2026	FY2026	FY2026	FY2026	FY2025	FY2025	FY2025
BAIIA ajusté DDM	176,782	160,186	152,721	150,311	144,785	142,199	136,595	133,135
Initiatives de réduction des coûts durables	889	940	643	489	773	1,046	1,332	1,476
Synergies de coûts découlant de l'acquisition de Tuneln	7,957	9,813	3,585	–	–	–	–	–
BAIIA ajusté pour les mois précédant l'acquisition d'une entreprise qui n'a pas été déjà pris en compte dans les résultats	30,811	40,613	44,414	–	–	150	299	449
BAIIA ajusté pro forma	216,439	211,552	201,363	150,800	145,558	143,395	138,226	135,060

Le tableau suivant présente le rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avec les flux de trésorerie disponibles ajustés :

(en milliers de dollars canadiens)	3 mois							
	30 juin 2026	31 mars 2026	31 déc. 2025	30 sept. 2025	30 juin 2025	31 mars 2025	31 déc. 2024	30 sept. 2024
	Exercice 2027	Exercice 2026	Exercice 2026	Exercice 2026	Exercice 2026	Exercice 2025	Exercice 2025	Exercice 2025
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	4 801	35 225	38 017	24 329	18 987	39 720	35 387	19 183
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 519)	(1 939)	(1 297)	(2 171)	(2 153)	(2 057)	(1 765)	(1 886)
Acquisition d'immobilisations incorporelles autres que les immobilisations incorporelles développées en interne	(390)	(472)	(554)	(262)	(336)	(1 183)	(848)	(205)
Entrées d'immobilisations incorporelles développées en interne	(3 017)	(2 941)	(1 658)	(1 307)	(1 394)	(1 371)	(1 263)	(1 268)
Intérêts payés	(7 813)	(8 490)	(4 895)	(4 830)	(4 955)	(5 287)	(6 159)	(6 356)
Remboursement d'obligations locatives	(1 242)	(1 181)	(1 095)	(1 415)	(867)	(954)	(1 025)	(1 324)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés à l'exploitation	28 304	(17 880)	(2 032)	9 709	9 755	(17 094)	1 076	9 848
Perte non réalisée (profit non réalisé) sur change	1 788	483	(1 062)	1 511	(1 755)	2 508	2 191	580
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	11 567	17 281	9 372	2 832	1 515	4 129	1 042	2 531
Flux de trésorerie disponibles ajustés	32 479	20 086	34 796	28 396	18 797	18 411	28 636	21 103
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	69 056	68 048	69 032	68 628	68 758	68 807	68 742	69 022
Flux de trésorerie disponibles ajustés par action après dilution	0,47	0,30	0,50	0,41	0,27	0,27	0,42	0,31

Le tableau suivant présente le calcul de la dette nette et du ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma :

(en milliers de dollars canadiens)	3 mois							
	30 juin 2026	31 mars 2026	31 déc. 2025	30 sept. 2025	30 juin 2025	31 mars 2025	31 déc. 2024	30 sept. 2024
	Exercice 2027	Exercice 2026	Exercice 2026	Exercice 2026	Exercice 2026	Exercice 2025	Exercice 2025	Exercice 2025
Facilité de crédit	569 475	524 106	519 658	336 273	337 416	341 365	370 826	350 500
Dette subordonnée	–	–	–	–	–	–	–	25 583
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(21 888)	(20 747)	(17 332)	(15 145)	(11 495)	(13 984)	(19 253)	(8 593)
Dette nette	547 587	503 359	502 326	321 128	325 921	327 381	351 573	367 490
Ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma	2,53	2,38	2,49	2,13	2,24	2,28	2,54	2,72

SITUATION DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN 2026 ET 2025

(en milliers de dollars canadiens)	3 mois	
	T1 2027	T1 2026
Activités d'exploitation	4 801	18 987
Activités de financement	6 604	(17 979)
Activités d'investissement	(10 502)	(3 401)
Incidence des écarts de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	238	(96)
Variation nette de la trésorerie	1 141	(2 489)
Trésorerie – à l'ouverture de la période	20 747	13 984
Trésorerie – à la clôture de la période	21 888	11 495
Flux de trésorerie disponibles ajustés¹⁾	32 479	18 797

Activités d'exploitation

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 4,8 millions de dollars au premier trimestre de 2027, en comparaison de 19,0 millions de dollars au premier trimestre de 2026. La baisse s'explique en grande partie par l'augmentation de la variation négative des éléments hors trésorerie liés à l'exploitation et par l'augmentation des coûts d'acquisition, facteurs contrés en partie par la hausse des résultats d'exploitation.

Activités de financement

Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement se sont chiffrées à 6,6 millions de dollars au premier trimestre de 2027, comparativement à des sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement de 18,0 millions de dollars au premier trimestre de 2026. La variation s'explique en grande partie par les emprunts sur la facilité de crédit, compensés en partie par l'accroissement des rachats d'actions et le remboursement d'une retenue de garantie liée à l'acquisition de Tuneln.

Activités d'investissement

Pour le premier trimestre de 2027, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont établies à 10,5 millions de dollars, comparativement à 3,4 millions de dollars pour le premier trimestre de 2026. La hausse traduit essentiellement les acquisitions d'immobilisations incorporelles dans le cadre d'achats d'actifs ainsi que l'accroissement des entrées d'immobilisations incorporelles développées en interne.

Flux de trésorerie disponibles ajustés¹⁾

Les flux de trésorerie disponibles ajustés dégagés au premier trimestre de 2027 se sont élevés à 32,5 millions de dollars, comparativement à 18,8 millions de dollars au premier trimestre de 2026. La hausse s'explique principalement par l'augmentation des résultats d'exploitation, contrebalancée en partie par la hausse des intérêts payés.

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 8 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 11 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20..

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Le tableau qui suit montre les principales variations de la situation financière consolidée de la société pour le trimestre clos le 30 juin 2026 :

(en milliers de dollars canadiens)	30 juin 2026	31 mars 2026	Variations		Principaux facteurs
Créances clients et autres débiteurs	149 680	128 323	21 357	▲	Calendrier des paiements par les clients et croissance généralisée des produits
Immobilisations incorporelles	228 585	226 387	2 198	▲	Amortissement des immobilisations incorporelles, contré en partie par les entrées dans le cadre d'acquisitions d'actifs
Goodwill	277 104	274 819	2 285	▲	Écarts de change
Créditeurs et charges à payer	171 767	163 268	8 499	▲	Calendrier des paiements aux fournisseurs
Autres passifs	22 427	28 644	(6 217)	▼	Ajustement post-clôture de Tunnel
Facilités de crédit	569 475	524 106	45 369	▲	Se reporter au graphique de la page suivante

Ressources en capital

Nos principales ressources en capital sont nos entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et les prélèvements aux termes de notre facilité renouvelable. Notre trésorerie est essentiellement affectée au remboursement de notre dette, au financement de nos acquisitions et de nos dépenses d'investissement, au paiement de dividendes, au rachat d'actions et au fonds de roulement. Nous sommes d'avis que les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation et les prélèvements aux termes de notre facilité de crédit actuelle suffiront pour satisfaire à nos besoins en liquidités pour un avenir prévisible.

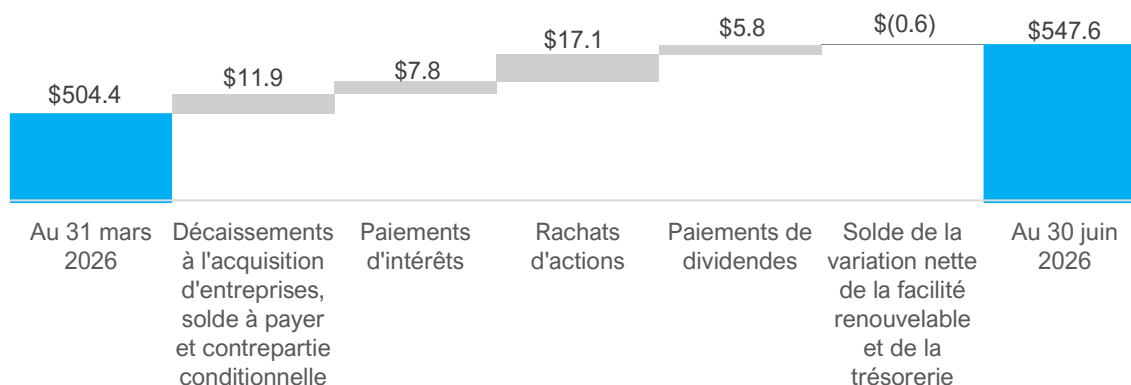
Les facilités de crédit sont composées d'une facilité de crédit renouvelable de 500 millions de dollars (la « facilité renouvelable ») et d'un emprunt à terme libellé en dollars américains dont le solde du principal impayé s'élève à 142,5 millions de dollars américains (202,9 millions de dollars), arrivant tous deux à échéance le 10 novembre 2029, sur lesquels un montant de 131,2 millions de dollars était disponible au 30 juin 2026.

La facilité de crédit porte intérêt a) au taux préférentiel de la banque (4,45 % et 4,95 % aux 30 juin 2026 et 2025, respectivement) majoré de la marge applicable fondée sur une clause financière restrictive ou au taux de base des États-Unis si les emprunts sont libellés en dollars américains (7,25 % et 8,00 % aux 30 juin 2026 et 2025, respectivement) majoré de la marge applicable fondée sur une clause financière restrictive, ou b) au taux CORRA (2,34 % et 2,75 % aux 30 juin 2026 et 2025, respectivement) majoré de la marge applicable fondée sur une clause financière restrictive, ou c) au taux SOFR (3,63 % et 4,43 % aux 30 juin 2026 et 2025, respectivement) majoré de la marge applicable fondée sur une clause financière restrictive, ou d) au taux EURIBOR (1,90 % et 2,01 % aux 30 juin 2026 et 2025, respectivement), au gré de la société. De plus, la société doit payer des commissions d'attente fondées sur une clause financière restrictive, sur la tranche inutilisée de la facilité de crédit (0,37 % aux 30 juin 2026 et 2025). La facilité de crédit est garantie par les filiales et par un privilège de premier rang sur l'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles actuelles et futures de la société.

Au 30 juin 2026, la société disposait de 21,9 millions de dollars en trésorerie et en équivalents de trésorerie et d'une facilité de crédit de 569,5 millions de dollars.

Le tableau qui suit résume l'incidence sur la dette nette²⁾ au cours du trimestre clos le 30 juin 2026, y compris les ratios connexes :

Variation de la dette nette¹⁾²⁾



Notes :

- 1) En millions de dollars canadiens.
- 2) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 8 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* à la page 11 et la rubrique *Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS* à la page 20.

Procédures judiciaires contre la SOCAN et Ré:Sonne

En mai 2017, la société et ses clients – entreprises de distribution de radiodiffusion canadiennes (ensemble, les « opposants ») – ont présenté une défense devant la Commission du droit d'auteur du Canada afin d'obtenir une réduction des tarifs et des conditions prescrits au titre des tarifs des services sonores payants pour la période de 2007 à 2016. La SOCAN et Ré:Sonne (ensemble, les « sociétés de gestion collective ») se sont prononcées contre cette défense. Le 28 mai 2021, la Commission du droit d'auteur du Canada a rendu un jugement final sur les tarifs des services sonores payants. Ce jugement et les tarifs certifiés étaient conformes aux attentes des opposants. En guise de règlement, la société a recouvré de la SOCAN la totalité du remboursement prévu. La société continue de travailler en collaboration avec les autres opposants en vue de percevoir de Ré:Sonne le remboursement dû aux opposants aux termes du jugement de la Commission du droit d'auteur.

Obligations contractuelles

La société est liée par des obligations contractuelles assorties d'échéances variées, principalement les contrats de location de bureaux, les obligations financières aux termes de sa convention de crédit, les licences de diffusion et les engagements liés aux redevances de droits d'auteur. Il n'y a eu aucun changement significatif à ces obligations depuis le 31 mars 2026.

Transactions avec des parties liées

Les principaux dirigeants de la société sont le chef de la direction, le chef de la direction financière par intérim et certains autres membres importants de son personnel. Il n'y a eu aucun changement significatif à la nature ou à l'importance de ces transactions avec des parties liées depuis le 31 mars 2026.

Arrangements hors bilan

La société n'a par conséquent aucun arrangement hors bilan, autre que des contrats de location simple assortis de durées d'au plus 12 mois et des contrats de location de faible valeur ou qui ne sont pas visés par l'IFRS 16, qui ont ou sont raisonnablement susceptibles d'avoir une incidence importante actuelle ou future sur sa situation financière consolidée, sa performance financière, sa trésorerie, ses dépenses d'investissement ou ses ressources en capital.

Information sur les actions en circulation

Les actions émises et en circulation et les options sur actions en circulation se détaillent comme suit :

	31 juillet 2026	30 juin 2026
<i>Actions émises et en circulation</i>		
Actions à droit de vote subalterne	54 057 394	54 057 394
Actions à droit de vote multiple	12 941 498	12 941 498
	66 998 892	66 998 892
<i>Options sur actions en circulation</i>		
Options sur actions	2 270 651	2 270 651

La société maintient un régime d'options sur actions pour attirer et maintenir en poste des employés, des administrateurs, des dirigeants et des consultants. Ce régime prévoit l'attribution d'options sur actions à droit de vote subalterne. En vertu du régime, 10 % de la totalité des actions à droit de vote multiple, des actions à droit de vote subalterne et des actions à droit de vote subalterne variable émises et en circulation sur une base non diluée sont réservées aux fins d'émission. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2027, 14 855 options ont été exercées, 399 747 options ont été attribuées à des employés admissibles et 3 700 options ont été annulées.

Facteurs de risques financiers

La société est exposée à un certain nombre de risques financiers, soit le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (notamment le risque de change et le risque de taux d'intérêt). Les états financiers consolidés intermédiaires et le rapport de gestion ne comprennent pas toute l'information sur la gestion des risques financiers exigée pour des états financiers annuels et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers annuels au 31 mars 2026. La société n'est au fait d'aucun changement important ayant pu toucher les facteurs de risque depuis cette date.

Facteurs de risques

Pour obtenir une analyse détaillée des facteurs de risque de la société, il y a lieu de se reporter à la rubrique Facteurs de risque de la notice annuelle de la société datée du 4 août 2026. La société n'est au fait d'aucun changement important ayant pu toucher les facteurs de risque depuis cette date.

Modifications comptables futures

Pour obtenir de l'information sur les modifications comptables futures, il y a lieu de se reporter aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») est un processus conçu pour fournir l'assurance raisonnable, mais non absolue, que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS. Le chef de la direction et le chef de la direction financière par intérim, conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des « contrôles et procédures de communication de l'information » (CPCI) et un CIIF adéquats aux termes du Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de la société suit les critères énoncés dans la version de mai 2013 du document *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (le « cadre COSO 2013 »).

Les CPCI ont été conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante concernant la société est portée à la connaissance du chef de la direction et du chef de la direction financière, et que l'information que la société est tenue de présenter dans ses déclarations annuelles, ses déclarations intermédiaires et les autres rapports qu'elle dépose ou soumet conformément à la législation sur les valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la loi.

Tel qu'indiqué dans le rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2026, la direction a identifié une faiblesse significative du contrôle interne à l'égard de l'information financière liée à la révision de certaines transactions comptables complexes. Bien que la direction ait pris des mesures concrètes pour corriger cette déficience, l'efficacité du fonctionnement des contrôles nouvellement mis en œuvre n'a pas pu être entièrement testée au cours de la période en raison de l'absence d'un événement déclencheur. Par conséquent, la direction a déterminé que la faiblesse significative existait toujours au 30 juin 2026, et le chef de la direction ainsi que le chef des finances par intérim ont conclu que le CIIF et les CPCI de la Société n'étaient pas efficaces au 30 juin 2026.

Plus précisément, la Société manquait de ressources suffisantes possédant l'expertise requise en comptabilité technique et en évaluation pour effectuer une révision indépendante adéquate des modèles d'évaluation complexes utilisés lors des tests de dépréciation et dans la détermination de la contrepartie totale lors de la répartition du prix d'acquisition (PPA) de Tuneln Holdings, Inc.

Nonobstant cette faiblesse significative, la direction a conclu que les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la Société pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2026 présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière, les résultats d'exploitation, les variations des capitaux propres et les flux de trésorerie de la Société, conformément aux normes IFRS.

État de la remédiation

Au cours du premier trimestre clos le 30 juin 2026, la direction de la Société, sous la supervision du comité de vérification, a continué de mettre en œuvre activement son plan de remédiation. En ce qui concerne les répartitions du prix d'acquisition (PPA), la Société a mis en œuvre avec succès un nouveau protocole de révision formel afin d'évaluer rigoureusement et de documenter l'appréciation par la direction des données et des méthodologies sous-jacentes. À titre de mesure proactive pour les futurs tests de dépréciation, la Société rendra obligatoire l'engagement d'experts en évaluation externes qualifiés. Bien que la Société ait conçu et mis en œuvre de nouveaux protocoles de révision pour résoudre ce problème, l'efficacité de leur fonctionnement ne peut être entièrement testée tant qu'un événement déclencheur ne se produit pas. Étant donné que les tests de dépréciation constituent principalement un exercice annuel et qu'aucune acquisition d'entreprise significative nécessitant un PPA n'a eu lieu au cours du premier trimestre, la direction n'a pas encore eu l'occasion de tester l'efficacité du fonctionnement de ces contrôles nouvellement mis en œuvre. Par conséquent, la direction estime que la faiblesse significative globale n'a pas encore été entièrement remédiée au 30 juin 2026.

À l'exception des mesures de remédiation décrites ci-dessus, il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société survenu au cours de la période qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le CIIF de la Société.

La société ne tient pas compte de l'acquisition de Tuneln dans son évaluation de l'efficacité globale de son CIIF. En effet, la société s'est prévaluée de la disposition 3.3 1) b) du Règlement 52-109, qui l'autorise à exclure cette acquisition du périmètre de l'évaluation de la conception et de l'efficacité de son CIIF, et ce, pendant un maximum de 365 jours suivant la date de l'acquisition.

Événements postérieurs à la clôture

Voir la note 15 des états financiers consolidés

Renseignements supplémentaires

Il est possible d'obtenir d'autres renseignements au sujet de la société sur son site www.stingray.com et sur le site de SEDAR au www.sedar.com.

États consolidés du résultat global

Trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)		3 mois	
	Note	30 juin 2026	30 juin 2025
(non audité)			
Produits	5	158 022 \$	95 637 \$
Charges d'exploitation		111 406	65 843
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations		15 680	7 571
Charges financières (produits financiers), montant net	6	11 728	(2 754)
Variation de la juste valeur des placements		(8)	37
Quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées et des coentreprises		(155)	300
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	7	11 567	1 515
Perte (profit) sur les sorties		(8)	450
Bénéfice avant impôts		7 812	22 675
Charge d'impôt		1 222	5 892
Bénéfice net		6 590 \$	16 783 \$
Bénéfice net par action – de base		0,10 \$	0,25 \$
Bénéfice net par action – dilué		0,10	0,24
Nombre moyen pondéré d'actions – de base		68 039 001	67 959 967
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué		69 055 933	68 757 656
Résultat global			
Bénéfice net		6 590 \$	16 783 \$
Autres éléments du résultat global			
<i>Éléments pouvant être reclassés en résultat net</i>			
Écarts de change à la conversion des comptes des établissements à l'étranger		3 261	(1 940)
Total des autres éléments du résultat global		3 261	(1 940)
Résultat global total		9 851 \$	14 843 \$

Le bénéfice net est entièrement attribuable aux actionnaires de la société.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

États consolidés de la situation financière

30 juin 2026 et 31 mars 2026

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Note	30 juin 2026	31 mars 2026
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		21 888 \$	20 747 \$
Créances clients et autres débiteurs		149 680	128 323
Impôts à recevoir		2 095	1 915
Stocks		4 683	3 983
Charges payées d'avance et acomptes		24 755	21 133
		203 101	176 101
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	8	34 337	34 497
Actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard des contrats de location	8	20 232	20 986
Immobilisations incorporelles, exclusion faite des licences de diffusion	8	228 585	226 387
Licences de diffusion	8	252 621	252 621
Goodwill	8	277 104	274 819
Placements		5 911	4 648
Autres actifs non courants		3 157	3 166
Actifs d'impôt différé		35 416	33 838
Total des actifs		1 060 464 \$	1 027 063 \$
Passifs et capitaux propres			
Passifs courants			
Facilités de crédit		21 353	20 914
Créditeurs et charges à payer		171 767	163 268
Dividende à verser		—	5 789
Produits différés		9 219	8 178
Obligations locatives courantes	10	5 337	5 309
Autres passifs courants	11	11 120	13 871
Impôts à payer		3 213	5 645
		222 009	222 974
Passifs non courants			
Facilités de crédit	9	548 122	503 192
Produits différés		34	34
Obligations locatives	10	17 375	17 998
Autres passifs	11	11 307	14 773
Passifs d'impôt différé		57 110	56 550
Total des passifs		855 957	815 521
Capitaux propres			
Capital social	12	288 988	294 545
Surplus d'apport		4 216	4 252
Déficit		(105 357)	(100 654)
Cumul des autres éléments du résultat global		16 660	13 399
Total des capitaux propres		204 507	211 542
Événements postérieurs à la clôture (note 15)			
Total du passif et des capitaux propres		1 060 464 \$	1 027 063 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Approuvé par le conseil d'administration,

(signé) Eric Boyko, administrateur

(signé) Karinne Bouchard, administratrice

États consolidés des variations des capitaux propres

Trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025

(en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions) (non audité)	Capital social				Cumul des autres éléments du résultat global		
	Nombre d'actions	Montant	Surplus d'apport	Déficit	Compte des écarts de conversion cumulés	Régimes à prestations définies	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2025	68 092 723	292 273	5 672	(42 754)	8 577	3 066	266 834
Émission d'actions à l'exercice d'options (note 12)	57 623	401	(70)	—	—	—	331
Dividendes	—	—	—	14	—	—	14
Rachat et annulation d'actions (note 12)	(342 000)	(1 775)	—	(1 295)	—	—	(3 070)
Rémunération fondée sur des actions	—	—	15	—	—	—	15
Régime d'achat d'actions à l'intention des employés (note 12)	(15 057)	(134)	134	—	—	—	—
Bénéfice net	—	—	—	16 783	—	—	16 783
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	(1 940)	—	(1 940)
Solde au 30 juin 2025	67 793 289	290 765 \$	5 751 \$	(27 252) \$	6 637 \$	3 066 \$	278 967 \$
Solde au 31 mars 2026	68 090 655	294 545	4 252	(100 654)	10 387	3 012	211 542
Émission d'actions à l'exercice d'options (note 12)	14 855	129	(23)	—	—	—	106
Dividendes	—	—	—	8	—	—	8
Rachat et annulation d'actions (note 12)	(1 116 854)	(5 845)	—	(11 301)	—	—	(17 146)
Rémunération fondée sur des actions	—	—	146	—	—	—	146
Régime d'achat d'actions à l'intention des employés (note 12)	10 236	159	(159)	—	—	—	—
Bénéfice net	—	—	—	6 590	—	—	6 590
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	3 261	—	3 261
Solde au 30 juin 2026	66 998 892	288 988 \$	4 216 \$	(105 357) \$	13 648 \$	3 012 \$	204 507 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Note	3 mois	
		30 juin 2026	30 juin 2025
Activités d'exploitation			
Bénéfice net		6 590 \$	16 783 \$
Ajustements visant ce qui suit :			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations		15 680	7 522
Perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles		(8)	49
Perte sur la sortie d'un placement		—	450
Rémunération fondée sur des actions et charges liées aux UAP et UAD		3 636	3 862
Charges d'intérêts et commissions d'attente	6	7 308	4 616
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	6	1 383	(4 535)
Variation de la juste valeur des placements		(8)	37
Quote-part des résultats d'une coentreprise		(155)	232
Quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées		—	54
Variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle	6	608	(1 621)
Charge de désactualisation	6	242	201
Charge d'intérêts à l'égard des obligations locatives	6, 10	371	317
Charge d'impôt		1 222	5 892
Impôts payés		(3 764)	(5 117)
		33 105	28 742
Variation nette des éléments hors trésorerie liés à l'exploitation	13	(28 304)	(9 755)
		4 801	18 987
Activités de financement			
(Diminution) augmentation des facilités de crédit		45 255	(4 069)
Versement de dividende		(5 781)	(5 094)
Rachat et annulation d'actions	12	(17 146)	(3 070)
Frais de financement différés		(58)	—
Produit de l'exercice d'options sur actions		106	331
Achat d'actions aux termes du régime d'achat d'actions à l'intention des employés		—	(134)
Intérêts payés		(7 813)	(4 955)
Paieement des obligations locatives		(1 242)	(867)
Remboursement d'autres passifs		(6 717)	(121)
Dénouement d'un contrat sur taux d'intérêt		—	—
		6 604	(17 979)
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations incorporelles dans le cadre d'achats d'actifs		(5 185)	—
Ajout aux placements dans des entreprises associées		(12)	—
Ajout aux placements dans des coentreprises		(327)	—
Sortie d'actifs non essentiels		14	491
Acquisition de placements		(66)	(9)
Acquisition d'immobilisations corporelles		(1 519)	(2 153)
Acquisition d'immobilisations incorporelles autres que les immobilisations incorporelles développées en interne		(390)	(336)
Entrée d'immobilisations incorporelles développées en interne		(3 017)	(1 394)
		(10 502)	(3 401)
Incidence des écarts de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		238	(96)
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, montant net		1 141	(2 489)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		20 747	13 984
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		21 888 \$	11 495 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Groupe Stingray Inc. (la « société ») a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La société est domiciliée au Canada et son siège social est situé au 730, rue Wellington, Montréal (Québec), H3C 1T4. La société est un fournisseur de services musicaux multiplateformes. Elle diffuse de la musique et du contenu vidéo de grande qualité sur plusieurs plateformes, y compris des stations de radio, des chaînes télé sur demande et des chaînes de télé numérique, par satellite ou par protocole Internet, ainsi que sur le Web, les appareils mobiles et les consoles de jeu. Une tranche des produits de la société découle de la vente de temps d'antenne publicitaire, laquelle fait l'objet des fluctuations saisonnières. Par conséquent, les résultats du premier et du troisième trimestre ont tendance à être les plus élevés et ceux du deuxième et du quatrième trimestre, les plus faibles au cours d'un exercice.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires comprennent les comptes de la société et ceux de ses filiales entièrement détenues, soit Stingray Music USA Inc. (et sa filiale Pop Radio LLC), 2144286 Ontario Inc., 4445694 Canada Inc., Pay Audio Services Limited Partnership, Music Choice Europe Limited, Stingray Digital International Ltd., Stingray Europe B.V., Transmedia Communications SA, SBA Music PTY Ltd, Stingray Music, S.A. de C.V., DJ Matic NV et Stingray Radio Inc., ainsi que les filiales entièrement détenues de ces entités.

Les auditeurs de la société n'ont pas procédé à l'examen du rapport financier intermédiaire pour les trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025.

2. CHANGEMENTS ET FAITS SAILLANTS

Le 18 juin 2026, la société a racheté et annulé 1 000 000 d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote subalterne variable auprès de CDP Investissements inc. (une filiale de La Caisse de dépôt et placement du Québec) dans le cadre d'un accord privé. Les actions ont été souscrites au prix de 15,40 \$ l'action, soit un escompte de 5,1 % par rapport au cours de clôture à la Bourse de Toronto, pour une contrepartie en trésorerie totale de 15 400 \$, financée au moyen des fonds en caisse. Cette transaction a été conclue aux termes d'une dispense accordée par l'Autorité des marchés financiers et elle n'a aucune incidence sur les limites de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités en cours de la société.

Le 30 avril 2026, la société a fourni un apport initial de 3 475 \$ US à son nouveau partenariat, NovaSting, L.P.

Le 2 avril 2026, la société a acquis certains des actifs de RadioLine SAS, une plateforme française de regroupement de radio Internet et de balados, pour une contrepartie de 3 000 euros à la clôture et de 1 000 euros subordonnée à la satisfaction de certaines conditions, à payer au plus tard le 25 février 2027.

3. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Aucune entreprise n'a été acquise au cours du trimestre clos le 30 juin 2026.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

4. INFORMATIONS SECTORIELLES

SECTEURS D'EXPLOITATION

Les secteurs d'exploitation de la société sont regroupés en deux secteurs : *Diffusion et musique pour entreprises* et *Radio*. Les secteurs d'exploitation reflètent la manière dont la société gère ses activités, ses ressources et ses actifs ainsi que la manière dont elle évalue sa performance. Les résultats financiers des deux secteurs d'exploitation sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel aux fins de la prise de décisions quant aux ressources à affecter aux secteurs et de l'évaluation de leur performance selon le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (ci-après, le « BAIIA ajusté »), et ce, en fonction d'informations financières distinctes disponibles. Le BAIIA ajusté exclut du bénéfice avant impôts les charges suivantes : la rémunération fondée sur des actions, les charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les radiations, le montant net des charges financières (des produits financiers), la variation de la juste valeur des placements, la dépréciation du goodwill et des licences de diffusion, les coûts d'acquisition, les frais juridiques, les charges de restructuration et les autres charge, la quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées et des coentreprises, la perte (le profit) sur les sorties et les autres produits. Aucun produit intersectoriel n'a été comptabilisé pour les périodes.

Le secteur Diffusion et musique pour entreprises est spécialisé dans la diffusion de contenu musical et vidéo sur plusieurs plateformes et dans les solutions d'affichage numérique, et il tire ses produits des abonnements, des contrats et de la publicité.

Le secteur Radio exploite plusieurs stations de radio partout au pays et tire ses produits de la publicité.

Le secteur Siège social et éliminations est un secteur qui n'exerce pas d'activités d'exploitation et qui comprend les fonctions du siège social et les fonctions administratives qui fournissent du soutien et assurent la gouvernance des autres secteurs d'exploitation de la société.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

Les tableaux qui suivent présentent des données financières par secteur pour les trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025.

	Diffusion et musique pour entreprises		Radio		Siège social et éliminations		Chiffres consolidés	
	T1 2027	T1 2026	T1 2027	T1 2026	T1 2027	T1 2026	T1 2027	T1 2026
Produits	126 014 \$	61 420 \$	32 008 \$	34 217 \$	— \$	— \$	158 022 \$	95 637 \$
Charges d'exploitation (à l'exclusion de la rémunération fondée sur des actions et des charges liées aux UAP et aux UAD)	83 091	36 987	22 621	23 178	2 058	1 816	107 770	61 981
BALIA ajusté	42 923 \$	24 433 \$	9 387 \$	11 039 \$	(2 058)	(1 816)	50 252	33 656
Rémunération fondée sur des actions	—	—	—	—	289	(270)	289	(270)
Charges liées aux UAP et UAD	786	474	290	224	2 271	3 434	3 347	4 132
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations	13 950	5 768	1 730	1 803	—	—	15 680	7 571
Charges financières (produits financiers), montant net	7 573	(6 910)	4 155	4 156	—	—	11 728	(2 754)
Variation de la juste valeur des placements	(8)	37	—	—	—	—	(8)	37
Quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées	(155)	300	—	—	—	—	(155)	300
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	11 109	833	458	682	—	—	11 567	1 515
Perte (profit) sur les sorties	(3)	450	(5)	—	—	—	(8)	450
Bénéfice avant impôts	9 671	23 481	2 759	4 174	(4 618)	(4 980)	7 812	22 675
Impôts	470	4 836	752	1 056	—	—	1 222	5 892
Bénéfice net							6 590 \$	16 783 \$

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2026, la société a comptabilisé des crédits d'impôt pour ses activités de recherche et de développement de 513 \$ (433 \$ en 2025), qui ont été comptabilisés en réduction des charges d'exploitation.

	Diffusion et musique pour entreprises		Radio		Siège social et éliminations		Chiffres consolidés	
	30 juin 2026	31 mars 2026	30 juin 2026	31 mars 2026	30 juin 2026	31 mars 2026	30 juin 2026	31 mars 2026
Total des actifs	583 592 \$	549 897 \$	476 872 \$	477 166 \$	— \$	— \$	1 060 464 \$	1 027 063 \$
Total des passifs ¹⁾	187 190 \$	177 290 \$	92 564 \$	97 059 \$	576 203 \$	541 172 \$	855 957 \$	815 521 \$

¹⁾ Le total des passifs inclut les passifs opérationnels et les facilités de crédit.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

	Diffusion et musique pour entreprises		Radio		Chiffres consolidés	
	T1 2027	T1 2026	T1 2027	T1 2026	T1 2027	T1 2026
Acquisition d'immobilisations corporelles	805 \$	1 810 \$	752 \$	746 \$	1 557 \$	2 556 \$
Entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard des contrats de location	280 \$	— \$	398 \$	1 181 \$	678 \$	1 181 \$
Acquisition d'immobilisations incorporelles	10 626 \$	1 742 \$	— \$	— \$	10 626 \$	1 742 \$

L'acquisition d'immobilisations corporelles, d'actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard de contrats de location et d'immobilisations incorporelles comprend les actifs acquis par voie d'acquisitions d'entreprises, qu'ils aient été payés ou non, et aucun n'est lié au secteur Siège social.

Au 30 juin 2026, les actifs non courants de la société sont situés au Canada dans une proportion d'environ 53 % (73 % au 30 juin 2025) et aux États-Unis dans une proportion d'environ 29 % (9 % en 2025).

5. PRODUITS

VENTILATION DES PRODUITS

Le tableau suivant présente une ventilation des produits par secteur à présenter, plus précisément par région et par produit offert :

Trimestres	Secteurs à présenter ¹⁾					
	Diffusion et musique pour entreprises		Radio		Total des produits	
	T1 2027	T1 2026	T1 2027	T1 2026	T1 2027	T1 2026
Par région						
États-Unis	98 416 \$	35 153 \$	— \$	— \$	98 416 \$	35 153 \$
Canada	16 685	15 318	32 008	34 217	48 693	49 535
Autres pays	10 913	10 949	—	—	10 913	10 949
	126 014	61 420	32 008	34 217	158 022	95 637
Par produit						
Publicité ²⁾	77 087	22 909	32 008	34 217	109 095	57 126
Abonnements ²⁾	40 693	33 985	—	—	40 693	33 985
Matériel et main-d'œuvre ²⁾	8 234	4 526	—	—	8 234	4 526
	126 014 \$	61 420 \$	32 008 \$	34 217 \$	158 022 \$	95 637 \$

¹⁾ Aucun produit n'a été comptabilisé pour le secteur Siège social.

²⁾ Comptabilisé généralement au fil du temps.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

6. CHARGES FINANCIÈRES (PRODUITS FINANCIERS), MONTANT NET

	3 mois	
	30 juin 2026	30 juin 2025
Charges d'intérêts et commissions d'attente	7 308 \$	4 616 \$
Perte non réalisée (profit non réalisé) sur les instruments financiers dérivés	1 383	(4 535)
Variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle	608	(1 621)
Désactualisation des autres passifs	242	201
Charge d'intérêts à l'égard des obligations locatives (note 10)	371	317
Perte (profit) de change	1 816	(1 732)
	11 728 \$	(2 754) \$

7. COÛTS D'ACQUISITION, FRAIS JURIDIQUES, CHARGES DE RESTRUCTURATION ET AUTRES CHARGES

	3 mois	
	30 juin 2026	30 juin 2025
Coûts d'acquisition	9 427 \$	311 \$
Frais juridiques	643	69
Charges de restructuration et autres charges	1 497	1 135
	11 567 \$	1 515 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES, ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION À L'ÉGARD DES CONTRATS DE LOCATION, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, LICENCES DE DIFFUSION ET GOODWILL

	Immobilisations corporelles	Actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard des contrats de location	Immobilisations incorporelles	Licences de diffusion	Goodwill
Exercice clos le 31 mars 2026					
Valeur comptable nette au 31 mars 2025	35 389 \$	16 561 \$	53 827 \$	273 017 \$	309 690 \$
Entrées	8 046	8 779	197 194	—	8 202
Cessions et radiations	(1 052)	308	(57)	—	—
Amortissement d'immobilisations corporelles	(7 921)	—	—	—	—
Amortissement d'actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard des contrats de location	—	(4 722)	—	—	—
Amortissement d'immobilisations incorporelles	—	—	(25 724)	—	—
Dépréciation	—	—	—	(20 396)	(44 300)
Écarts de change	35	60	1 147	—	1 227
Valeur comptable nette au 31 mars 2026	34 497 \$	20 986 \$	226 387 \$	252 621 \$	274 819 \$
Trimestre clos le 30 juin 2026					
Valeur comptable nette au 31 mars 2026	34 497 \$	20 986 \$	226 387 \$	252 621 \$	274 819 \$
Entrées	1 557	678	10 626	—	—
Cessions et radiations	(21)	(150)	—	—	—
Amortissement d'immobilisations corporelles	(1 773)	—	—	—	—
Amortissement d'actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard des contrats de location	—	(1 361)	—	—	—
Amortissement d'immobilisations incorporelles	—	—	(12 546)	—	—
Écarts de change	77	79	4 118	—	2 285
Valeur comptable nette au 30 juin 2026	34 337 \$	20 232 \$	228 585 \$	252 621 \$	277 104 \$

9. FACILITÉS DE CRÉDIT

Les facilités de crédit sont composées d'une facilité de crédit renouvelable de 500 000 \$ et d'un emprunt à terme libellé en dollars américains dont le solde du principal impayé s'élève à 142 500 \$ US (202 856 \$), tous deux arrivant à échéance le 10 novembre 2029.

Les sommes prélevées sur les facilités de crédit peuvent être en dollars canadiens sous forme de prêts au taux préférentiel ou de prêts au taux CORRA, en dollars américains sous forme de prêts au taux de base des États-Unis ou de prêts au taux SOFR, en euros sous forme de prêts au taux EURIBOR, en livres sterling sous forme de prêts au taux SONIA, ou en dollars australiens sous forme de prêts au taux BBSY.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

Les facilités de crédit portent intérêt a) au taux préférentiel de la banque (4,45 % et 4,95 % aux 30 juin 2026 et 2025, respectivement) majoré de la marge applicable fondée sur une clause financière restrictive ou au taux de base des États-Unis si les emprunts sont libellés en dollars américains (7,25 % et 8,00 % aux 30 juin 2026 et 2025, respectivement) majoré de la marge applicable fondée sur une clause financière restrictive, ou b) au taux CORRA (2,34 % et 2,75 % aux 30 juin 2026 et 2025, respectivement) majoré de la marge applicable fondée sur une clause financière restrictive, ou c) au taux SOFR (3,63 % et 4,43 % aux 30 juin 2026 et 2025, respectivement) majoré de la marge applicable fondée sur une clause financière restrictive, ou d) au taux EURIBOR (1,90 % et 2,01 % aux 30 juin 2026 et 2025, respectivement), au gré de la société.

De plus, la société doit payer des commissions d'attente fondées sur une clause financière restrictive, sur la tranche inutilisée de la facilité de crédit renouvelable (0,37 % aux 30 juin 2026 et 2025). Les facilités de crédit sont garanties par les filiales et par un privilège de premier rang sur l'ensemble des actifs, tangibles et intangibles, actuels et futurs de la société.

L'emprunt à terme de la société est assujéti à des clauses financières restrictives qui lui sont propres, notamment un ratio dette nette/BALIA maximal de 4,00 pour 1,00 et un ratio de couverture des charges fixes minimal de 1,25 pour 1,00, lesquels ratios sont évalués à chaque date de clôture. Si, à la date de clôture ou avant, la société manquait à une clause restrictive, rendant l'emprunt à terme remboursable à vue, le passif serait transféré vers les passifs courants.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de les facilités de crédit :

	Crédit total disponible	Capital emprunté	Lettre de crédit	Crédit net disponible
30 juin 2026				
Facilités de crédit engagée				
Facilité renouvelable	500 000 \$	368 048 \$	750 \$	131 202 \$
Facilité à terme	202 856	202 856	—	—
Total – facilités de crédit engagées	702 856	570 904	750	131 202
Moins : frais de financement différés non amortis		1 429		
Solde à la clôture de la période		569 475		
Partie courante	\$	21 353		
Partie non courante	\$	548 122		

	Crédit total disponible	Capital emprunté	Lettre de crédit	Crédit net disponible
31 mars 2026				
Facilités de crédit engagées				
Facilité renouvelable	500 000 \$	321 742 \$	750 \$	177 508 \$
Facilité à terme	203 911	203 911	—	—
Total – facilités de crédit engagées	703 911	525 653	750	177 508
Moins : frais de financement différés non amortis		(1 547)		
Solde à la clôture de l'exercice		524 106		
Partie courante	\$	20 914		
Partie non courante	\$	503 192		

En date du 30 juin 2026 et du 31 mars 2026, des lettres de crédit d'un montant de 750 \$ ont réduit le montant disponible sur la facilité renouvelable.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

10. OBLIGATIONS LOCATIVES

Le tableau qui suit présente la variation sommaire des obligations locatives de la société pour les trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025 :

	3 mois	
	30 juin 2026	30 juin 2025
Obligations locatives à l'ouverture de la période	23 307 \$	18 797 \$
Entrées	563	1 440
Païement des obligations locatives, y compris l'intérêt connexe	(1 613)	(1 184)
Charge d'intérêts à l'égard des obligations locatives	371	317
Change	84	(9)
Obligations locatives à la clôture de la période	22 712 \$	19 361 \$
Obligations locatives incluses à l'état consolidé de la situation financière	30 juin 2026	31 mars 2026
Partie courante	5 337 \$	5 309 \$
Partie non courante	17 375 \$	17 998 \$
	22 712 \$	23 307 \$

Le tableau qui suit présente l'analyse des échéances des flux de trésorerie contractuels non actualisés relativement aux obligations locatives de la société au 30 juin 2026 :

Moins de un an	4 938 \$
De un an à cinq ans	17 406
Plus de cinq ans	5 091
Total des obligations locatives non actualisées au 30 juin 2026	27 435 \$

11. AUTRES PASSIFS

	30 juin 2026	31 mars 2026
Avantages tangibles exigés par le CRTC	29 \$	29 \$
Contrepartie conditionnelle	6 784	6 176
Solde à payer sur les acquisitions d'entreprises	2 077	6 788
Obligation au titre des prestations constituées des régimes de retraite	2 309	2 366
Instruments financiers dérivés	6 728	5 171
Unités d'actions attribuées en fonction de la performance à payer	3 276	6 106
Autres	1 224	2 008
	22 427	28 644
Partie courante	(11 120)	(13 871)
	11 307 \$	14 773 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

12. CAPITAL SOCIAL

Autorisé :

- un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne avec droit de participation, sans valeur nominale;
- un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne variable avec droit de participation, sans valeur nominale;
- un nombre illimité d'actions à droit de vote multiple (10 voix par action) avec droit de participation, sans valeur nominale;
- un nombre illimité d'actions spéciales avec droit de participation, sans valeur nominale;
- un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en une ou plusieurs séries, sans participation, sans valeur nominale.

Émis et en circulation :

Le tableau suivant présente les variations dans le capital social.

	Nombre d'actions	Valeur comptable
Exercice clos le 31 mars 2026		
Actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable		
Au 31 mars 2025	55 151 225	274 397 \$
Exercice d'options sur actions	1 135 758	8 252
Rachetées et annulées	(1 142 972)	(5 948)
Rachetées et détenues en fiducie par l'intermédiaire du régime d'achat d'actions à l'intention des employés	5 146	(32)
Au 31 mars 2026	55 149 157	276 669 \$
Actions à droit de vote multiple		
Au 31 mars 2025	12 941 498	17 876
Au 31 mars 2026	12 941 498	17 876
	68 090 655 \$	294 545 \$
Trimestre clos le 30 juin 2026		
Actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable		
Au 31 mars 2026	55 149 157	276 669 \$
Exercice d'options sur actions	14 855	129
Rachetées et annulées	(1 116 854)	(5 845)
Rachetées et détenues en fiducie par l'intermédiaire du régime d'achat d'actions à l'intention des employés	10 236	159
Au 30 juin 2026	54 057 394	271 112 \$
Actions à droit de vote multiple		
Aux 30 juin 2026 et 31 mars 2026	12 941 498	17 876 \$
	66 998 892	288 988

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

Transactions pour le trimestre clos le 30 juin 2026

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2026, 14 855 options sur actions ont été exercées et, par conséquent, la société a émis 14 855 actions à droit de vote subalterne. Le produit s'est établi à 106 \$. Un surplus d'apport de 23 \$ au titre de ces options sur actions a été viré au solde du compte des actions à droit de vote subalterne.

Le 25 mars 2026, la société a déclaré un dividende de 0,085 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable, par action à droit de vote multiple et par reçu de souscription. Un dividende à verser de 5 789 \$ a été comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2026. Le dividende versé le 15 juin 2026 s'est élevé à 5 781 \$, ce qui a donné lieu à un ajustement de 8 \$ à l'état consolidé des variations des capitaux propres pour le trimestre clos le 30 juin 2026.

Programme de rachat d'actions

Le 24 septembre 2025, la Bourse de Toronto (la « TSX ») a approuvé le renouvellement de notre programme de rachat d'actions, avec prise d'effet le 27 septembre 2025, qui autorise la société à racheter un maximum de 3 710 428 actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable (collectivement, les « actions subalternes »), ce qui représente environ 10 % des actions subalternes émises et en circulation au 15 septembre 2025. Conformément aux exigences de la TSX, la société a le droit de racheter, au cours d'un jour de bourse donné, un maximum de 5 918 actions subalternes, ce qui représente 25 % du volume d'opérations quotidien moyen net sur ces actions. Ces rachats réduiront le nombre d'actions subalternes en circulation, ce qui entraînera une augmentation proportionnelle de la participation de tous les actionnaires restants de la société. Toutes les actions rachetées en vertu du programme seront annulées dès leur rachat. La période de rachat d'actions se terminera au plus tard le 26 septembre 2026.

Le tableau suivant présente le sommaire des rachats d'actions de la société au cours des trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025 :

	2027	2026
Actions à droit de vote subalterne rachetées aux fins d'annulation (<i>unités</i>)	1 116 854	342 000
Cours moyen de l'action	15,3517 \$	8,9774 \$
Coût total du rachat	17 146 \$	3 070 \$
Rachat donnant lieu à une diminution de ce qui suit :		
Capital social	5 845 \$	1 775 \$
Déficit ¹⁾	11 301 \$	1 295 \$

¹⁾ Excédent du coût du rachat net sur la valeur comptable moyenne des actions à droit de vote subalterne.

13. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE LIÉS À L'EXPLOITATION

	3 mois	
	30 juin 2026	30 juin 2025
Créances clients et autres débiteurs	(22 722) \$	74 \$
Stocks	(741)	(938)
Charges payées d'avance et acomptes	(3 821)	(3 557)
Autres actifs non courants	(512)	296
Créditeurs et charges à payer	820	(1 127)
Produits différés	959	(1 439)
Impôts à payer	(565)	(615)
Autres passifs	(1 722)	(2 449)
	(28 304) \$	(9 755) \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

ENTRÉES HORS TRÉSORERIE

Le tableau ci-après présente les entrées de la société sans incidence sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie pour les trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025 :

	3 mois	
	30 juin 2026	30 juin 2025
Entrées d'immobilisations corporelles	38 \$	403 \$
Entrées d'immobilisations incorporelles, exclusion faite des licences de diffusion et des immobilisations incorporelles acquises en vertu d'acquisitions d'entreprises	2 034	12
	2 072 \$	415 \$

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

FACTEURS DE RISQUES FINANCIERS

La société est exposée à un certain nombre de risques financiers, soit le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (notamment le risque de change et le risque de taux d'intérêt). Les états financiers consolidés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information sur la gestion des risques financiers exigée pour des états financiers annuels et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers annuels au 31 mars 2026. La société n'est au fait d'aucun changement important ayant pu toucher les facteurs de risque depuis cette date.

JUSTE VALEUR

La société a déterminé que la valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des créditeurs et charges à payer et de la partie courante des autres passifs, exclusion faite de la contrepartie conditionnelle, et des unités d'actions attribuées en fonction de la performance et des unités d'actions différées représentait une estimation raisonnable de leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments. C'est pourquoi aucun détail concernant leur juste valeur n'est présenté ci-dessous. La juste valeur des facilités de crédit se rapproche de leur valeur comptable puisqu'elle porte intérêt au taux préférentiel ou au taux des acceptations bancaires plus une marge, ce qui avoisine les taux actuels qui seraient obtenus pour des emprunts assortis de modalités et d'un risque de crédit semblables. La juste valeur des instruments financiers dérivés est déterminée à l'aide d'une évaluation de la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit de la contrepartie. La valeur comptable des avantages tangibles exigés par le CRTC et le solde à payer sur les acquisitions d'entreprises représente une estimation raisonnable de leur juste valeur puisqu'ils sont désactualisés au moyen du taux d'intérêt effectif, ce qui avoisine les taux actuels qui seraient obtenus avec des modalités et un risque de crédit semblables. Le solde à payer sur les acquisitions d'entreprises est comptabilisé au coût amorti et sa juste valeur est classée au niveau 2 et est évaluée en fonction des flux de trésorerie futurs actualisés à un taux d'actualisation, ajusté pour tenir compte du risque de crédit de la société, qui reflète les conditions actuelles du marché pour des instruments assortis de conditions et présentant des risques similaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

Les tableaux suivants présentent sommairement la valeur comptable et la juste valeur des actifs et passifs financiers, ainsi que le niveau de la hiérarchie des justes valeurs auquel ils appartiennent aux 30 juin 2026 et 31 mars 2026. La société utilise la hiérarchie suivante pour déterminer et présenter la juste valeur des instruments financiers selon leur technique d'évaluation :

- Niveau 1 : Des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : D'autres techniques pour lesquelles toutes les données d'entrées ayant une incidence importante sur la juste valeur enregistrée peuvent être observées directement ou indirectement;
- Niveau 3 : Des techniques qui utilisent des données d'entrées ayant une incidence importante sur la juste valeur enregistrée, non fondées sur des données de marché observables.

Au 30 juin 2026	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers évalués à la juste valeur					
Placements	2 100 \$	2 100 \$	— \$	— \$	2 100 \$
Instruments financiers dérivés	189	189	—	189	—
Passifs financiers évalués au coût amorti					
Solde à payer sur les acquisitions d'entreprises	2 077	2 077	— \$	2 077	—
Passifs financiers évalués à la juste valeur					
Contrepartie conditionnelle	6 784 \$	6 784 \$	— \$	— \$	6 784 \$
Instruments financiers dérivés	6 728	6 728	—	6 728	—

Au 31 mars 2026	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers évalués à la juste valeur					
Placements	1 975 \$	1 975 \$	— \$	— \$	1 975 \$
Instruments financiers dérivés	15	15	—	15	—
Passifs financiers évalués au coût amorti					
Solde à payer sur les acquisitions d'entreprises	6 788	6 788	— \$	6 788	—
Passifs financiers évalués à la juste valeur					
Contrepartie conditionnelle	6 176 \$	6 176 \$	— \$	— \$	6 176 \$
Instruments financiers dérivés	5 171	5 171	—	5 171	—

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

Évaluation de la juste valeur (niveau 3) :

	Placements	Contrepartie conditionnelle
Trimestre clos le 30 juin 2025		
Solde d'ouverture au 31 mars 2025	1 880 \$	4 997 \$
Entrées	37	—
Variation de la juste valeur, compte tenu des écarts de change	(34)	(2 029)
Solde au 30 juin 2025	1 883 \$	2 968 \$
Trimestre clos le 30 juin 2026		
Solde d'ouverture au 31 mars 2026	1 975 \$	6 176 \$
Entrées	108	—
Variation de la juste valeur, compte tenu des écarts de change	17	608
Solde au 30 juin 2026	2 100 \$	6 784 \$

Aucun changement n'a été apporté aux techniques d'évaluation des contreparties conditionnelles et des placements au cours des trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025.

PLACEMENTS

La société possède des instruments de capitaux propres mesurés à la juste valeur dans des entités fermées dont la valeur a été estimée en utilisant l'approche fondée sur la comparaison des données du marché. Ce modèle d'évaluation est fondé sur des multiples du marché provenant de cours de sociétés comparables aux placements ainsi que du BAIIA attendu des placements.

Tous les instruments de capitaux propres d'une entité fermée ont été classés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net.

CONTREPARTIE CONDITIONNELLE

La contrepartie conditionnelle associée aux regroupements d'entreprises est payable à la réalisation d'objectifs en matière de croissance des produits au cours d'une période débutant à la date d'acquisition et au renouvellement de contrats avec des clients. L'évaluation de la juste valeur d'une contrepartie conditionnelle est déterminée au moyen de données non observables (niveau 3). Ces données comprennent i) le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés et ii) le taux d'actualisation ajusté en fonction des risques utilisé pour actualiser les flux de trésorerie, lequel est fonction du risque associé à l'atteinte des cibles. La contrepartie conditionnelle a été classée à titre de passifs financiers et inscrite dans les autres passifs (note 11). La variation de la juste valeur a été comptabilisée dans le montant net des charges financières (produits financiers) (note 6).

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La société recourt à des instruments financiers dérivés afin de gérer le risque de taux d'intérêt afférent à ses facilités de crédit.

Le tableau suivant présente le sommaire des contrats sur taux d'intérêt en cours au 30 juin 2026 et au 31 mars 2026 :

Échéance	Monnaie	Taux d'intérêt fixe (le cas échéant)	Valeur nominale initiale	Actifs (passifs) évalués à la valeur de marché au 30 juin 2026	Actifs (passifs) évalués à la valeur de marché au 31 mars 2026
Swaps					
27 septembre 2030	\$ CA	3,355 %	140 000	(3 187)	(3 047)
29 septembre 2028	\$ CA	3,300 %	30 000	(734)	(728)
			170 000 \$	(3 921) \$	(3 775) \$
Tunnel de taux d'intérêt					
31 décembre 2027	\$ CA	2,75 % – 4,17 %	101 428	190	35
				190 \$	35 \$
				(3 731) \$	(3 740) \$

Pour gérer son risque de change, la société a conclu des contrats de change à terme et des options. Le tableau suivant présente le sommaire des contrats sur taux d'intérêt en vigueur au 30 juin 2026 et au 31 mars 2026 :

Échéance	Type	Taux de change contractuel	Montant contractuel	Actifs (passifs) évalués à la valeur de marché au 30 juin 2026	Actifs (passifs) évalués à la valeur de marché au 31 mars 2026
Contrats de change à terme					
De 0 à 12 mois	Vente en \$ US	1,3295 – 1,3836	24 000 \$	(1 157) \$	(493) \$
De 13 à 24 mois	Vente en \$ US	1,3200 – 1,3611	24 000	(719)	(509)
			48 000 \$	(1 876) \$	(1 002) \$

Échéance	Type	Taux de change contractuel	Montant contractuel	Actifs (passifs) évalués à la valeur de marché au 30 juin 2026	Actifs (passifs) évalués à la valeur de marché au 31 mars 2026
Options					
De 0 à 12 mois					
Contrat à terme avec cible	Vente en \$ US	1,4000 – 1,4120	500 – 24 000	(932)	(414)
			500 – 24 000 \$	(932) \$	(414) \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

15. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

CHUP-FM à Calgary

Le 27 juillet 2026, la société a acquis CHUP-FM à Calgary auprès de Rawlco Radio Ltd. La contrepartie totale de la transaction est estimée à 6 683 \$, montant qui comprend un prix d'achat de base de 5 500 \$ et des ajustements au titre du fonds de roulement et des frais de transaction de 1 183 \$. Aucune dette n'a été reprise dans le cadre de cette transaction. La comptabilisation initiale du regroupement d'entreprises était incomplète au moment où la publication des présents états financiers avait été autorisée.

Dividende

Le 7 août 2026, la société a déclaré un dividende de 0,085 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable et par action à droit de vote multiple. Ce dividende sera payable le 15 septembre 2026 ou vers cette date aux actionnaires inscrits le 31 août 2026.

16. BASE D'ÉTABLISSEMENT

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les Normes IFRS de comptabilité (les « IFRS »), conformément aux méthodes comptables suivies par la société lors de l'établissement de ses derniers états financiers annuels consolidés audités, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Par conséquent, certaines informations, plus particulièrement celles contenues dans les notes, qui sont normalement incluses dans les états financiers consolidés dressés conformément aux IFRS, ont été omises ou résumées. Pour les périodes intermédiaires, les impôts sur le résultat sont comptabilisés selon le taux d'impôt qui s'appliquerait au bénéfice ou à la perte prévue pour l'exercice. Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers annuels consolidés et aux notes y afférentes pour l'exercice clos le 31 mars 2026.

Le conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers consolidés intermédiaires le 7 août 2026.

b) Recours à des estimations et jugements

L'établissement d'états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Pour établir les présents états financiers consolidés intermédiaires, les jugements importants posés par la direction dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la société ainsi que les principales sources d'information étaient les mêmes que pour les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2026.

c) Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens, ce dollar étant la monnaie fonctionnelle de la société. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près.

stingray.com

